ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
PROPRIÉTÉ PUBLIQUE
Fonds 486

SIÈGE A GAP
C. D. L. N.
Préfecture
Tél. N° 22 Préfecture
ABONNEMENTS
1 an 60 fr. — 6 mois 33 fr.

1 fr. 50

SAMEDI
11
NOVEMBRE
1944
PREMIÈRE ANNÉE
N° 4

L'UNION

Organe hebdomadaire du Comité Départemental de Libération des Hautes-Alpes

Pour libérer et Reconstruire notre Pays

Le succès de la Résistance, la libération totale puis la Reconstruction de notre pays, ne sauraient être l'œuvre d'une administration, si dévouée soit-elle, ni de comités, même enthousiastes, ni d'associations ou de partis, quelle que soit la perfection de leur organisation.

La défense de notre œuvre commune ne saurait être assurée avec une totale sécurité par les groupes armés, même les plus disciplinés et les plus républicains.

Le succès de la Résistance, la Libération totale et la Reconstruction de notre pays, la défense de notre œuvre commune ne sauraient être garanties que par une mobilisation permanente et totale de l'activité du peuple de France délivré de l'oppression vichyssoise.

N'essayez pas d'organiser l'économie ou la sécurité en vous éloignant du peuple. Vous échouerez. Dans le peuple, et par le peuple, telle est notre formule générale politique, économique, sociale, de défense.

Formule politique.

Notre pays a, au cours des cinquante dernières années, acquis une expérience profonde et décisive.

Il a subi l'épreuve de la fausse démocratie qui, derrière le paravent des mots, qui, lorsqu'ils ne restent que des mots, sont presque des mensonges, a livré le pays à une clique immonde et aujourd'hui vomie, de politiciens bavards, profiteurs et vénéreux.

Cette race-là, qui n'est malheureusement pas éteinte, le peuple la sent intuitivement, la subit parfois encore s'il ne peut s'en défaire, mais en secoue aussi immédiatement l'opprobre s'il se sent tant soit peu soutenu, conseillé et aidé.

Le peuple vient de subir pendant quatre ans cette autre épreuve de la dictature réactionnaire et revanchard de ceux qui, pour le brimer et pour essayer de remonter le courant, n'ont pas craint de faire appel à toutes les forces d'oppression, y compris la puissance armée et policière des troupes d'occupation, de ceux qui, pour tenter de museler le peuple n'ont pas craint de trahir criminellement la France.

Ils n'en étaient d'ailleurs pas à leur coup d'essai et soyez bien assurés qu'ils recommenceraient demain si on leur en laissait le loisir.

Alors le peuple cherche spontanément une autre solution et on a l'impression qu'il se cramponne obstinément à la solution qui lui a valu la victoire dans la Résistance, qu'il prend confiance en lui, qu'il se lance dans l'action, et qu'il se lie, qu'il s'agrège aux formules politiques et aux hommes qu'il a connus dans l'action et qui lui donne cette garantie d'union, de propreté, de loyauté, de désintéressement et d'idéal hors de laquelle, il le sent, il ne saurait y avoir de salut.

Les Comités Patriotiques, les Comités de Libération, sont l'expression de cette nécessité. Ils sont la suprême formule d'action du peuple, par le peuple et pour le peuple. Nous devons nous y tenir et nous nous y tiendrons. Nous devrons la renforcer et la coordonner, et c'est ce que nous ferons au cours de la période qui va venir et qui précédera les Etats Généraux des Hautes-Alpes le 2 décembre, et les Etats Généraux de la Renaissance Française les 14 et 15 décembre à Paris.

Formule économique.

Le peuple a, dans ce domaine aussi, fait toute une série d'expériences décisives.

Il a fait l'expérience de l'asservissement aux grands propriétaires fonciers, puis de l'asservissement aux entreprises, aux sociétés anonymes et aux trusts; il a subi la dictature d'une bureaucratie tâtillonne et hautaine; il a hésité devant les demis succès des premières expériences de coopératives ou de groupements d'achats et de ventes. Il a trop souffert enfin du marché noir.

Il cherche sa voie, la voie de propreté et de justice qui est la seule voie humaine acceptable.

Les Comités de Libération devront tenir compte de ces faits et s'orienter délibérément vers la seule formule acceptable : la direction et le contrôle de l'économie par le peuple lui-même.

Cela suppose l'action de surveillance des Comités Patriotiques, des syndicats organisés, des associations diverses qui traquent aujourd'hui le marché noir, dénoncent les derniers soubresauts de la cinquième colonne.

Mais cette action de surveillance risquerait de s'émousser bien vite si elle n'accompagnait et ne doublait l'action constructive d'organisation de l'économie nouvelle :

Organisation de syndicats ouvriers, paysans, d'artisans, de commerçants, de fonctionnaires;

Amélioration des rouages actuels par la suppression ou la réduction maximum des intermédiaires;

Organisation de comités d'achats et de vente, de centres de groupage, de coopératives de production et de consommation.

Le C. D. L. s'applique à la réalisation méthodique de ce programme économique qui sera à la base de la formule sociale nouvelle, de l'organisation du peuple par le peuple.

Formule de défense du peuple par le peuple :

C'est parce que le peuple n'avait plus confiance en son armée, parce que s'était consommé le divorce criminel d'un régime de démagogie et de mensonge, que la France a été écrasée en 1940.

C'est parce que le peuple s'est organisé lui-même, avec des cadres pris en son sein qu'il a réalisé le miracle de la libération en 1944.

Cette leçon doit être définitive et nous imposer une ligne de conduite impérative :

La défense de la France ne saurait être assurée que par le peuple de France organisé et armé pour sa libération.

Nous savons bien que nos chers F.F.I. sont, eux, l'armée du peuple, et nous nous en contenterions si leur rôle n'était pas aujourd'hui de lutter héroïquement contre l'ennemi nazi non encore abattu, de s'en aller, jusqu'au dernier homme, vers les frontières, de tenir les sommets audessus de Briançon et les défilés du Queyras.

Et alors, pendant qu'ils se battent aussi, le peuple de l'arrière va-t-il se livrer à nouveau, pieds et poings liés à ses ennemis; va-t-il écouter les sirènes qui, au nom de l'autorité, de la légalité et de je ne sais quel ordre national lui conseillent de cesser les luttes, de rendre les armes, de se disperser... pour que demain, ce soit peut-être, les meilleurs de ses combattants soient abattus par les bandits invaincus; pour que l'hydre brune se dresse à nouveau sur les arrières de ses troupes au combat !

Cela ne sera pas !...

Plus que jamais le peuple doit se défendre; il doit s'organiser au sein de ses groupes armés et disciplinés de *gardes patriotiques*

pour dépister et abattre les derniers ennemis qui se cachent prêts à reprendre la lutte;

pour lutter contre le marché noir;

pour donner à la masse du peuple en marche vers sa libération totale une complète assurance en sa puissance victorieuse et en son avenir;

pour que vive et prospère la France.

Le peuple organisé conservera et renforcera ses Gardes Patriotiques jusqu'au jour où, le nazisme vaincu, il verra revenir dans nos villes et nos villages les F.F.I. victorieux et qui seulement il fait une totale confiance.

Le C.D.L.

L'UNION PAYSANNE DES HAUTES-ALPES EST CONSTITUÉE

Le grand rassemblement des délégués des syndicats paysans du département a eu lieu à la Maison du Peuple, le samedi 4 novembre, comme il avait été prévu et annoncé.

Malgré la difficulté des moyens de communication, malgré l'urgence du travail de la campagne en ces derniers beaux jours, 70 syndicats, représentant 2.000 adhérents étaient représentés.

C'est là un incontestable succès pour le mouvement paysan lancé il y a un mois à peine. Il nous est une garantie que, dans un délai très rapproché, il n'y aura plus de commune de notre département sans syndicat paysan, et que l'Union Paysanne pourra parler pour l'unanimité des travailleurs de la terre.

L'assemblée s'ouvre, le matin, devant 150 délégués, par une allocution de bienvenue et d'encouragement de M. Martin, président du Comité Départemental de Libération. Puis, M. Richier est élu président. M. Raffin, directeur des services agricoles, assiste à la réunion et sera, tout au long de la journée, un conseiller précieux et écouté.

M. Freinet, délégué du C.D.L., trace rapidement les tâches des syndicats paysans qui, comme les syndicats ouvriers, doivent prendre en mains toute la défense des intérêts des travailleurs de la terre. Il dit la nécessité d'une Union Paysanne cohérente, vivante et bien organisée, qui aura son bureau permanent à Gap et son représentant autorisé au Comité Départemental de Libération.

Après l'approbation des statuts de l'Union Paysanne, la fixation de la cotisation annuelle à demander aux membres, on procède à la nomination du Conseil d'administration de l'Union Paysanne, composé de 1 délégué par canton. Ce Conseil d'administration se réunit sur le champ pour désigner en toute souveraineté le *Bureau de l'Union Paysanne*, qui est donc bien l'expression démocratique de l'ensemble des syndicats.

Le Bureau de l'Union Paysanne est ainsi constitué :

Président : M. Richier, de Lazer.

Vices-présidents : M. Vallon, M. Gilo-Tox, un membre à désigner par la région Embrun-Briançon, insuffisamment représentée.

Secrétaire : M. Sarlin Roger, de Rochebrune.

Trésorier : M. Truc Yvon.

Vers la fin de la matinée, M. le Préfet a tenu à venir saluer cette première réunion des syndicats paysans et dire l'intérêt qu'il porte à cette organisation et à son fonctionnement actif.

Il a été ovationné par l'assemblée.

L'après-midi a été consacrée à l'examen du Cahier de revendications, qui a donné lieu à une discussion animée. Nous en donnons ici les points essentiels que nous résumons, nous réservant de revenir plus longuement sur les sujets particulièrement vitaux pour notre département.

Blé. — L'U. P. demande le relèvement du prix : 600 francs.

Bétail. — Les syndicats de l'U. P. s'appliqueront à réduire le scandale des commissions d'achat. On demande notamment :

— qu'il soit nommé une commission par canton;

— qu'un délégué paysan assiste les intéressés au cours des livraisons;

— que soit diminué le nombre des catégories de viande;

— de protester contre la diminution de prix de la viande de porc.

Lait. — Les frais de ramassage sont estimés par tous très exagérés. Les paysans suggèrent eux-mêmes que, par l'organisation coopérative du ramassage et de la vente, on réduise le nombre des intermédiaires, ce qui permettra de relever le prix à la production sans augmenter le prix à la vente.

Fruits. — La réduction des marges bénéficiaires s'impose aussi. Pour cela, il faudra organiser le ramassage.

Pailles et Fourrages. — Il est précisé par M. Raffin que si l'imposition en fourrages de ceux qui ont du bétail doit être menée à l'importance du cheptel, on doit prélever pour l'imposition la totalité du fourrage des propriétaires qui n'ont pas de bétail. Les syndicats paysans, en accord avec les Comités Patriotiques, ont autorité pour amoindrir les impositions selon les disponibilités de chacun.

Pommes de terre. — Il résulte de la discussion que les paysans sont disposés s'il le faut à céder la totalité de la récolte pour les régions affectées par la crise si les prix actuels peuvent être maintenus. Nous reviendrons sur cette question.

Pour l'approvisionnement en pommes de terre de semence, s'adresser à l'Union Paysanne, à Gap.

Vins. — On demande l'augmentation du prix du vin à la production. Ce prix devrait être porté de 50 à 80 fr. le degré.

Il est suggéré d'utiliser au plutôt la production du département pour l'approvisionnement normal des habitants en attendant l'arrivée des vins du Var.

On demande que soit momentanément suspendue la vente des vins à appellation contrôlée.

Chefs de districts. — Les paysans ont besoin d'avoir des chefs de districts scrupuleux et sévères, mais en même temps complaisants et compréhensifs. Ils demandent que soient changés d'affectation les contrôleurs qui ont opéré dans le canton au temps de Vichy.

Boutiaux. — Que soit supprimée l'obligation du laisser-passer à l'intérieur du département.

Transports. — Par le groupement des récoltes, les transports iront à la normalisation des transports.

Sont examinées aussi les questions des clous de chevaux, des engrais, des allocations familiales, des retraites aux vieux travailleurs, etc...

Toutes ces questions n'ont été que signalées et on en a seulement amorcé l'étude. Celle-ci va être maintenant suivie et continuée par le Bureau de l'Union Paysanne, en étroite collaboration avec les services agricoles de l'Union Paysanne.

Nous demandons à tous les syndicats de rester désormais en relations étroites et permanentes avec leur Union Paysanne qui a commencé et comme raison d'être d'étudier et de faire aboutir les revendications des paysans et des syndicats.

Ecrire à l'*Union Paysanne*, Gap.

L'UNITÉ F. F. I. AU SERVICE DE LA FRANCE

La splendide manifestation d'union qui s'est déroulée pour commémorer le souvenir des martyrs de la Résistance, de ceux qui ont été les meilleurs artisans des Forces Françaises de l'Intérieur, nous donne l'occasion de dire brièvement quelle fut l'union de ceux qui ont travaillé et lutté pour assurer à notre France la place à laquelle elle a droit.

Nous voulons parler notamment des F.F.I. de notre département, de ceux qui ont préparé la Libération de notre petite Patrie.

Il y a quatre ans, se trouvaient chez nous, comme partout en France, des hommes qui ne voulaient pas accepter la capitulation. Individuellement d'abord, ils ont pensé à la Libération de notre sol, à la résurrection de notre patrie, à la négation de l'esclavage.

Des jours ont passé... ces hommes se sont rencontrés entre amis d'abord, entre camarades de même opinion ou de même confession ensuite. Ils ont repensé le même problème, mis en commun leurs désirs et leurs aspirations. Mais ces gestes ne constituaient malgré tout que des embryons de résistance trop faibles alors pour tenter une action.

C'est alors que l'idée d'Union, base de notre réussite, est venue à l'esprit de quelques hauts-alpins qui avaient pleinement foi en la réussite de notre action, à l'esprit de ceux qui ont mis tout leur cœur et toute leur activité pour rassembler les forces de notre département, à l'esprit surtout de celui qui devait mourir à la tâche : le Commandant DUMONT.

Faisant d'abord les intermédiaires entre les divers mouvements de Résistance, groupant ensuite leurs chefs, ces hommes ont réussi chez nous à faire naître cette chose magnifique : l'*Union*.

Désormais, tous les groupes, travaillant cœur à cœur et coude à coude, prirent pleinement conscience de leurs devoirs et de leurs responsabilités et virent poindre l'aube du couronnement de leurs efforts.

Les isolés ne se sentirent plus seuls, les hésitants comprirent alors et c'est ainsi que l'armée volontaire F.F.I. des Hautes-Alpes était constituée.

Les maquis s'organisaient, les destructions s'opéraient. Ici et là, hommes de tout âge, de toutes conditions et de toutes croyances s'unissaient pour le but commun. Il en fut de très jeunes, de quinze ans même, qui travaillèrent dans nos rangs, soit pour assurer les liaisons, soit pour distribuer dans les boites les tracts et journaux clandestins. Les femmes et les jeunes filles ont écrit, elles aussi, une belle page de l'histoire de la Résistance du département.

Ce fut enfin la Libération du 20 août où l'unité clandestine, de concert avec l'armée de débarquement, sortit de l'ombre et vint encercler Gap. Les F.F.I. parurent au grand jour, le but était atteint.

Quelques jours après, bon nombre d'entre-eux partaient pour les frontières afin de chasser l'envahisseur.

Mais la tâche n'est pas finie...

L'Union des F.F.I. dans le combat, l'union pour la commémoration des victimes doit être le prélude de l'union totale pour le redressement de la France si l'on veut que les efforts ne soient pas vains.

C'est à cela que nous vous convions.

F.F.I., tous, comme autrefois, sachez rester unis, l'avenir du Pays en dépend.

Aux victimes de la Gestapo

Il a été découvert, dans la villa Mayoly, à Gap, un certain nombre d'objets divers qui avaient été saisis chez les victimes de la Gestapo.

Ces articles ont été placés en lieu sûr et restent à la disposition des propriétaires.

Nous demandons aux personnes qui ont été dépouillées par la Gestapo de nous faire connaître les objets qui leur ont été ravis.

Prière de donner toutes caractéristiques sur ces objets et d'adresser les demandes au C.D.L. (Ne pas oublier de donner votre adresse).

ON VOUDRAIT SAVOIR...

D. — La Contribution Volontaire produit-elle quelque argent ou est-ce un vain mot ?

R. — Déjà, le million est dépassé. Pour l'instant, il est fait appel aux commerçants honnêtes. Bientôt, les gangsters du Marché Noir auront à cracher.

D. — Je suis secrétaire de bureau sans emploi. Puis-je m'adresser au C.D.L. pour obtenir une place ?

R. — Oui, en effet, le C.D.L. a un service de placement pour les camarades hommes et femmes ayant aidé la Résistance.

D. — Nous sommes d'une petite commune rurale du Dévoluy, pourrons-nous avoir une attribution de charbon pour les foyers domestiques ?

R. — Vu le manque de charbon, le Service de Répartition des Charbons ne peut actuellement vous en procurer.

D. — Est-ce pour se reposer que la Cour de Justice, après avoir siégé 1 jour, s'est ajournée de 15 ?

R. — Certainement, comme vous, nous trouvons que ce temps est trop long, mais on nous promet que ces 15 jours passés, la « Cour » siègera cette fois plusieurs jours de suite.

D. — Est-il juste de voir dans les services du Ravitaillement et de l'Intendance certains fonctionnaires très zélés sous le régime de Vichy ?

R. — Bien entendu, cela est anormal, et si l'épuration se poursuit dans la police, les fonctionnaires, etc... par contre, elle est urgente et nécessaire dans ces deux services et aussi dans l'Armée.

D. — Est-il exact que dans plusieurs communes du département et en particulier à Gap, des chefs S.O.L. continuent à parcourir les rues, croisant ainsi les patriotes ?

R. — Malheureusement, c'est hélas trop vrai, mais nous demandons aux commissions d'épuration des Comités Patriotiques de nous aider dans cette œuvre de justice en nous fournissant des noms, des rapports, des faits précis.

D. — Que penser d'un membre d'un Comité Patriotique qui continue à faire du Marché noir ?

R. — Que justice soit faite : c'est un salaud à éliminer du Comité et à poursuivre comme trafiquant du Marché noir.

D. — Est-il exact qu'un restaurateur de Gap a fait payer 48 francs la cuisson de six œufs ?

R. — C'est exact. Aussi nous attendons vivement ce Monsieur pour verser largement à la Contribution Volontaire car il doit être coutumier du fait. ...Sinon, il pourrait lui en cuire !...

ABEL LE JUSTE.

CHRONIQUE DE LA C. G. T.

LES SALAIRES

Par un arrêté de M. le Commissaire de la République à Marseille, du 15 septembre 1944, les salaires de tous les travailleurs de la région économique de Marseille ont été relevés. Toutefois, cet arrêté n'est pas applicable aux mines ni aux services concédés.

Deux catégories de salaires horaires des travailleurs non spécialisés (manœuvres) ont été établies :

1°) Salaires horaires de 16 francs : Livre, Cuirs et peaux, Bois, Taille des pierres, Pierre et terre à feu, manutention, Transports : augmentation horaire de 5 fr. 60 au 1er septembre 1944.

Dans cette catégorie, trois professions qui ont fait l'objet d'une réglementation en 1943 ou 1944 sur le plan national subissent des majorations au 1er septembre de : 4 fr. 30 pour les produits chimiques et 4 fr. 60 pour le bâtiment. La métallurgie, et le travail des métaux (garages) a fait l'objet d'un protocole d'accord à Marseille entre les délégations ouvrières et patronales et subissent une majoration de 5 francs.

2°) Salaires horaires de 15 fr. : toutes les autres professions (commerciales, artisanales, libérales) : augmentation horaire de 4 fr. 60 au 1er septembre.

En ce qui concerne les salaires mensuels, il y a lieu d'appliquer une majoration de 800 francs. La métallurgie, en vertu de l'accord précité, a une majoration de 1.000 francs par mois.

Toutes ces augmentations s'appliquent sur les salaires réellement payés au cours de la dernière période de paye précédant la date d'application de l'arrêté, c'est-à-dire d'août.

Toutefois, il y a lieu de remarquer que toutes ces majorations doivent subir un abattement suivant la localité du siège de l'entreprise. Cet abattement est de 15 % (5e zone) pour Gap, Briançon, L'Argentière et Veynes et de 20 % (6e zone) pour le reste du département.

En définitive, ces augmentations ne sont plus que de 4 fr. 75 à l'heure pour la 5e zone et de 4 fr. 50 pour la 6e zone dans les professions à salaires horaires de 16 francs et de 3 fr. 90 (5e zone) et 3 fr. 70 (6e zone) pour les professions à salaires minimum de 15 francs.

Pour les salariés au mois, la majoration sera de 680 fr. pour la 5e zone et de 640 fr. pour la 6e zone.

De cette courte étude, il ressort une certaine complexité dans l'arrêté du 15 septembre. Aussi les travailleurs isolés ne seront pas à même de pouvoir faire appliquer les nouveaux minimum légaux de salaires. Seule l'organisation syndicale pourra, par sa force et sa vitalité, donner aux salariés, manœuvres ou ouvriers qualifiés, la possibilité de se défendre efficacement devant la machine patronale. Il est donc du devoir de tout salarié de rejoindre le plus rapidement possible son organisation syndicale de la C.G.T. qui, seule, est capable de défendre avec énergie, comme elle l'a toujours fait, les intérêts des travailleurs et ce sans se soucier des opinions politiques ou confessionnelles de ses membres.

L'Union Départementale
des Syndicats Confédérés des H.-A.

A la suite d'une démarche que le secrétaire de l'Union départementale des Syndicats Ouvriers des Hautes-Alpes (C. G.T.) a faite mardi, 7 novembre 1944, auprès du Commissariat de la République, à Marseille, le Chef de Cabinet de M. Aubrac a précisé que la date du relèvement des salaires prévu par l'arrêté N° 156 est le 1er Septembre 1944 pour les Hautes-Alpes comme pour les autres départements de la Région de Marseille.

Donc, tous les salariés doivent réclamer de toute urgence à leurs employeurs le paiement de l'augmentation depuis cette date.

COMMENT DOIVENT FONCTIONNER LES SERVICES DE L'ENTR'AIDE

L'ENTR'AIDE FRANÇAISE, placée sous l'autorité de M. le Préfet et du Comité Départemental de Libération, est le seul organisme habilité à s'occuper dans le département des questions de secours et d'entr'aide.

L'ENTR'AIDE FRANÇAISE a une représentation régulière dans chaque commune : c'est le Comité d'Entr'aide qui a été désigné par le Comité Patriotique.

Pour que l'organisme fonctionne au mieux, pour la satisfaction de tous, nous signalons aux intéressés, aux Délégations Municipales et aux Comités Patriotiques les règles suivantes :

a) Le Comité de l'Entr'aide dans la commune est le représentant naturel de l'*Entr'aide* départementale. Il donne son avis sur toutes les affaires concernant la commune, donne des avis, procède aux enquêtes, transmet les propositions.

Aucune demande, quelle qu'elle soit, ne saurait être examinée par le Comité départemental si le Comité local n'a, au préalable, donné son avis.

Nous demandons donc instamment aux intéressés, aux municipalités, aux Comités Patriotiques, de faire obligatoirement passer par le Comité local toutes les demandes et toutes les affaires destinées à l'*Entr'aide* départementale.

b) Mais les *Comités locaux de l'Entr'aide* ne sauraient en aucun cas se considérer comme autonomes. Ils ne doivent garder par devers eux aucun des fonds recueillis ou attribués, ils ne doivent faire aucun octroi de fonds, sauf dans les cas d'extrême urgence et pour des services modiques.

Dans tous les autres cas, le Comité local devra en référer au Comité départemental de l'Entr'aide, au besoin par téléphone.

c) Les Comités locaux doivent se tenir en étroite relation avec les municipalités et les Comités Patriotiques. Dans les cas improbables de désaccord, les Comités voudront bien en informer d'urgence le Comité de Gap.

d) Il est rappelé aux réfugiés, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, qu'ils ne doivent jamais s'adresser directement au Comité de Gap qui serait contraint de demander l'avis du Comité local intéressé avant de prendre une décision.

Les réfugiés ont donc intérêt à s'adresser, au préalable, dans tous les cas, au Comité local de l'Entr'aide de leur commune d'origine ou leur commune d'accueil.

Ce Comité établit au moins un embryon de dossier, donne en tous cas les renseignements élémentaires qui permettront sans bureaucratie et sans formalisme, mais aussi avec une certitude de justice, de prendre les décisions attendues par les demandeurs.

L'Entr'aide Française a déjà beaucoup fait. Elle poursuit encore son organisation. Aidez-la afin qu'elle devienne le grand organisme d'Entr'aide du département.

Le Comité de Libération.

MUNICIPALITÉS et COMITÉS PATRIOTIQUES

L'ARGENTIERE.

Dimanche dernier, les délégations des municipalités et des comités patriotiques du canton de L'Argentière étaient réunies à l'Hôtel de ville de cette localité industrielle. Le C.D.L.N. était représenté par MM. Martin, président, Edmond et Roger. Après avoir présenté les délégués, M. le Maire de l'Argentière, qui présidait la réunion, donna la parole à M. Martin qui, en quelques mots, salua les délégations et indiqua le but de ces réunions cantonales qui tendent à établir le contact entre délégués des différentes communes et le C.D.L.N. pour l'application du programme de la Résistance.

Après lui, M. Edmond explique quels sont les rapports entre municipalités, délégations municipales et comités patriotiques et le rôle des milices patriotiques, qui prendront désormais le titre de gardes civiques républicaines. Pour la préparation des Etats généraux Hauts-Alpins, qui auront lieu le 2 décembre, à Gap, les Comités patriotiques étudieront les revendications de la localité et ensuite, dans une assemblée communale, feront ratifier leurs délégués.

A la suite de cet exposé, les délégués exprimèrent quelques revendications. Ainsi, la délégation de l'Argentière demande qu'un cours complémentaire soit créé. Il serait fréquenté par 40 élèves au minimum. Il serait nécessaire également qu'un cours d'artisanat soit créé. En raison de la pénurie de fourrage de nombreuses bêtes devront être abattues. Ne serait-il pas possible de mettre au frigo les viandes plus grasses du bas du département et de consommer d'abord les autres, des régions moins favorisées ?

Il serait temps aussi de constituer le stock des farines avant que les chûtes de neige rendent les transports plus difficiles. L'approvisionnement n'est toujours pas commode, aussi les populations de la région désireraient ardemment que le viaduc de Bramafan soit reconstruit rapidement.

Les communes de Champcella et de la Freissinière demandent à être rattachées au canton de L'Argentière, ce qui faciliterait les relations et les transactions.

Les délégués se sont séparés en se louant de cet échange de vues qui ne peut qu'être profitable aux populations de ce canton.

LES ORRES.

Le Comité Patriotique, réuni le 30 octobre, proteste énergiquement contre l'escroquerie flagrante que constitue souvent la vente dans les cafés du vin dit « d'appellation contrôlée ».

De plus, au moment où nous déclarons la guerre au marché noir, il est inconcevable que l'on autorise, même lorsque ce vin mérite son appellation, qu'il soit vendu 50 fr. et plus le litre, cette vente procurant aux intermédiaires des bénéfices exagérés.

Le Comité émet le vœu que soit reconsidérée cette question et intervient dans ce sens auprès du C.D.L.N.

ST-JULIEN-EN-BEAUCHENE.

Dans sa réunion de dimanche, le comité examine différentes questions intéressant le village et demande que les communications avec Gap soient rendues possibles. Le président fait connaître que le produit des ventes de denrées alimentaires laissées à la disposition de notre commune par les F.F.I. a permis de réaliser un bénéfice de 7.880 francs. Ces denrées ont été vendues alors que le ravitaillement de notre commune était difficile par suite de l'occupation allemande, le pain était rare et la viande ne pouvait nous parvenir. Les enfants n'avaient plus de chocolat ou de confiture.

Sur cette somme, 2.005 francs ont été remis par notre président pour la souscription en faveur de M. Blache, sinistré. 5.875 francs restent disponibles. Ceci nous permettra de faire le bien dans différentes occasions.

Le Comité ne croit pas devoir insister auprès de tous pour que l'hébergement de nos compatriotes soit assuré dans de meilleures conditions. Se faire inscrire à la mairie.

LE GLAIZIL.

Les cultivateurs de la région protestent contre le manque de vin au titre de la ration du mois d'octobre. Le Ravitaillement invoque le manque de transport mais cependant le vin soi-disant contrôlé (encore une appellation du vieux régime) nous arrive en vente libre au prix scandaleux de 38 fr. 90 le litre. Qui donc peut se payer ce vin ? Aucun tarif n'est en proportion soit de la paye des ouvriers, soit des tarifs paysans.

Le Comité de la commune du Glaizil espère qu'une solution soit prise à cet égard par les pouvoirs compétents.

Le Coin de l'Administrateur

Notre cher journal connaît un succès croissant et si nous avons reçu une seule critique, par contre nous recevons pas mal de lettres encourageantes pleines de conseils et d'aide.

Chaque semaine, donc, « L'Union » sera le messager porteur de nouvelles de la Résistance, faisant le lien toujours plus étroit entre le C.D.L.N. et tous les Comités patriotiques.

Non seulement, camarades de la Résistance, vous recevrez des directives, un compte-rendu des travaux du C.D.L. et des différentes activités des Commissions importantes, mais, mieux encore : « L'Union » recevra à bras ouverts vos copies, vos comptes-rendus, vos demandes de renseignements. Une manifestation du Comité Patriotique, du Syndicat Paysan, un décès, une naissance, un mariage, des revendications, des initiatives, voilà mille sujets différents pour envoyer de la copie à « L'Union ».

Cette semaine, nous avons reçu assez d'abonnements. Pour ce bon travail de propagande, viennent en tête :

Buissard : 17 abonnements; Savournon, 16; Pelleautier, 12; Montéglin, 9; Névache, St-André d'Embrun, 8; Châteauneuf d'Oze, Châteauneuf de Chabre, 5 abonnements; etc...

De même, les localités suivantes ont augmenté le nombre de leurs journaux à vendre à domicile, soit :

Veynes, 250 au lieu de 200; L'Argentière, 20 au lieu de 10; Montdauphin, 10 au lieu de 6; Monêtier-Allemont, 20 au lieu de 6; Eyguians, 20 au lieu de 6; St-Laurent-du-Cros, 12 au lieu de 6.

C'est bien : « L'Union » démarre, mais cela ne suffit pas, il faut continuer. En avant, Comités Patriotiques ! Dans cette course à la vente et aux abonnements, il faut tous rivaliser d'initiative, de courage et de cran.

P. S. — Notre numéro compte-courant-postal ne sera donné que la semaine prochaine.

G. R.

Etude de Me VIANEY-LIAUD, notaire à Gap.

VENTE DE FONDS DE COMMERCE

Première insertion

Aux termes d'un acte reçu par Me VIANEY-LIAUD, notaire à Gap, le 25 octobre 1944, enregistré à Gap le 3 novembre 1944, Fo 69, No 494, M. Louis GALLET, radio-électricien à Gap, a vendu à MM. Augustin et André FABRE, radio-électriciens à Gap, un fonds de commerce et artisanal de construction, réparation et vente d'appareils de télégraphie sans fil connu sous le nom de *Constructions Radio-Electriques GALLET*.

Oppositions, s'il y a lieu, dans les 20 jours de la deuxième insertion à Gap, en l'étude de Me VIANEY-LIAUD, notaire, où il a été fait élection de domicile.

Pour première insertion :
A. VIANEY-LIAUD.

GAP — Imprimerie Louis JEAN
Le gérant : Pelissier Firmin, dit Edmond.

SIÈGE A GAP
C. D. L. N.
Préfecture
Téléph. 22 Préfecture
C. C. Postal 356.66 Marseille
ABONNEMENTS
1 an 60 fr. — 6 mois 33 fr.

Prix spécial de ce numéro : 3 Francs

9 - 16 DÉCEMBRE 1944

PREMIÈRE ANNÉE

N° 8

L'AVANT-GARDE

Organe hebdomadaire du Comité Départemental de Libération des Hautes-Alpes

APRES LES ETATS GENERAUX HAUTS-ALPINS

Venus de tous les points du département les délégués à cette belle assemblée ont donné une impression de puissance indéniable.

Large discussion, après chaque rapport et fait remarquable, esprit de discipline. Très rarement, le Président a dû intervenir pour faire remarquer que l'orateur dépassait les bornes de chaque rapport.

Nous ne saurions trop souligner que la plus grande partie des interventions furent empreints de bons sens pratique et surent s'élever jusqu'aux grands problèmes intéressant la vie de la nation.

Unanimité absolue en ce qui concerne les pouvoirs des C. D. L. et des Comités patriotiques. Pouvoirs de décision et en même temps collaboration sincère avec les organismes départementaux.

Unanimité absolue pour le châtiment des traîtres. Que les cours de Justice se gardent de jugements qui ne correspondent pas au sentiment de la résistance.

Fermeté et persévérance pour l'épuration dans tous les domaines.

Tous les délégués ont marqué leur volonté inébranlable pour l'éviction pure et simple de l'armée nouvelle de tous les gradés qui n'ont pas répondu à l'appel du Général De Gaulle pour rejoindre le maquis.

Nous voulons une armée du peuple. Pas de carte F. F. I. aux froussards. Accord complet pour le droit de vote aux soldats et aux jeunes de 18 ans.

Unanimité pour une large décentralisation administrative. Laisser plus d'initiative à la base. Il faut en terminer avec l'esprit routinier et paperassier des administrations. Mort à l'Esprit de Vichy !

Egalement accord complet pour que tout l'enseignement soit à la portée du peuple de France.

Le congrès a donné ainsi son assentiment absolu au vœu des paysans demandant l'harmonisation de prix agricoles et industriels. Et qui pouvait mieux sus de tous, c'était l'esprit d'union plus indispensable que jamais.

Par ce simple rappel, nos lecteurs comprendront l'unité de pensée des délégués sur tous les grands problèmes de la Renaissance Française. Aussi nous avons jugé qu'il n'était pas utile de signaler dans le compte-rendu analytique tout ce qui a été dit à la tribune du Congrès ou écrit dans les différents rapports, mais seulement les propositions marquées d'originalité.

Le ton élevé de la discussion, le sérieux et la compétence observée dans les rapports écrits, nous font découvrir parmi les comités patriotiques du département et les délégations municipales, que nous aurions voulu cependant plus nombreuses, toute une pléiade d'administrateurs aux idées larges, ennemis ardent de l'esprit de routine, que de la démagogie outrancière.

On ne peut qu'en réjouir pour l'avenir de notre département.

ALLOCUTION DE M. LE PREFET DES HAUTES-ALPES

Mes chers Camarades,

Vous voici réunis pour élaborer vos cahiers de doléances que vos délégués porteront à Paris, dans quelques jours, pour les défendre, aux Etats Généraux de la Résistance.

« Cahiers de doléances » — « Etats Généraux » : ces termes font irrésistiblement songer au passé.

En 1789, dans toutes les paroisses de France — il n'y avait pas alors de communes — dans toutes les paroisses de France, les Français d'alors se réunissaient et établissaient eux aussi des « Cahiers de doléances » que leurs Députés devaient porter et défendre aux Etats Généraux que le roi avait convoqués pour le 4 mai 1789.

Vous savez ce qu'il en est advenu : ces Etats Généraux ne sont transformés quelques semaines après leur réunion en une Assemblée Nationale Constituante, et c'est une Révolution qui s'est faite.

Les vœux que nos ancêtres avaient formulés dans leurs cahiers de doléances sont devenus des réalités : la liberté individuelle, la liberté de conscience, la liberté de la presse, la liberté du travail ont été reconnues ; les privilèges de la Noblesse, du Clergé, de la Bourgeoisie ont été abolis ; tous les Français ont été proclamés égaux en droits ; les charges publiques ont été réparties entre tous les citoyens.

Et ces conquêtes essentielles, les réformes qui en sont succédés après la période révolutionnaire : l'Empire, la Restauration, la Monarchie de Juillet, le Second Empire, tous ces régimes les ont conservées, mieux, les ont consolidées.

C'est le passé. C'est l'exemple et la leçon du passé. Aujourd'hui, voici que sont assemblés les représentants des nos communes, les représentants des Comités patriotiques, émanation de la Résistance, représentants de ceux qui, il y a quelques mois seulement, vivaient dans les Maquis, harcelaient l'ennemi, tendaient leurs énergies et leur volonté à chasser l'envahisseur, à libérer le sol si cher de la Patrie. Vous voilà rassemblés pour élaborer les Cahiers de la Résistance, qui seront discutés et mis au point par les Etats Généraux de la Résistance.

C'est qu'une Révolution est en train de se préparer, une Révolution dont l'ampleur ne le cède en rien à celle de jadis, une Révolution qui ne sera pas politique — les libertés politiques sont acquises et nul ne songe à les remettre en discussion — mais une Révolution sociale et économique, qui sera le complément nécessaire et indispensable des Révolutions politiques du Passé.

Révolution qui est commencée déjà. Car, mes Chers Camarades, n'est-ce point une révolution que cette confiscation des profits illicites ou des fortunes scandaleusement acquises qu'un Comité est en train d'opérer ? N'est-ce point une révolution aussi que cette nationalisation des mines que vont décider le Gouvernement, et que d'autres nationalisations d'industries d'utilité publique suivront ? N'est-ce point une révolution que cette lutte déjà entamée par le Gouvernement contre de puissants trusts ?

Et pourtant, mes Chers Camarades, vous voici réunis pour établir des cahiers de doléances. C'est donc qu'il reste encore beaucoup à faire, c'est donc qu'il y a encore des aspirations qui ne sont pas satisfaites.

Cela, je ne l'ignore pas, et le Comité départemental de Libération ne l'ignore pas, lui non plus. Nous ne nous entretenons même que de cela !

Car le Comité et moi, d'un même cœur, d'une même ardeur, fidèles à nos volontés de Résistants, nous entendons faire prévaloir, dans tous les domaines, les vœux des Résistants. Oui, le Comité et le Préfet des Hautes-Alpes, — il faut qu'on le sache — travaillent coude à coude, poursuivent un seul et même dessein : la rénovation de nos institutions ; l'épuration des administrations publiques, des organismes économiques, des assemblées délibérantes ; l'établissement d'un nouveau social et économique plus juste, et plus humain.

Sans doute n'avons-nous encore réalisé qu'une faible partie du programme que nous nous sommes assigné les uns et les autres dans nos délibérations dans le maquis. Sans doute reste-t-il encore beaucoup à faire.

C'est que, mes Chers Camarades, ce programme est d'une ampleur considérable. S'il l'était moins, alors la tâche déjà remplie paraîtrait plus grande.

Et puis, il faut le dire aussi : le Comité et le Préfet se heurtent à de nombreuses difficultés, bien réels, qui résistent éprement et qu'il n'est pas aisé parfois de surmonter. Dans votre impatience, il vous arrive de les méconnaître. Mais cela ne les supprime pas. Et dites-vous bien qu'il faut d'abord les écarter avant d'aller de l'avant.

C'est à les décoler que des réunions comme celle d'aujourd'hui doivent s'appliquer. Et c'est là le rôle incontestablement utile de ces assemblées. Ce n'est point tant un programme qu'il s'agit d'établir, que de déterminer les moyens qui débarrasseront la route des obstacles qui l'encombrent.

Mes Chers Camarades, je ne veux pas retarder davantage vos débats. Et puisqu'en débutant, je vous ai parlé du passé, permettez-moi en terminant de me tourner encore vers cette Grande Révolution.

Vous savez comment elle a débuté dans l'enthousiasme général, qui jetait les députés dans les bras les uns des autres dans cette nuit du 4 août 1789, lorsque l'Assemblée Nationale votait l'abolition des privilèges, et que les députés de la Noblesse et du haut Clergé rivalisaient de zèle pour apporter des sacrifices sur l'autel de la Patrie.

Mais vous savez aussi que bientôt des rivalités devaient ces hommes, hier si unis les uns contre les autres : les Montagnards contre les Girondins, d'abord, puis les Montagnards entre eux : Danton, Camille Desmoulins, Robespierre, pour ne citer que les plus grands.

Et vous savez aussi que ces luttes intestines ont conduit à l'échafaud, les uns après les autres, ces hommes qui furent si grands et qui conduit le pays au 2 Vendémiaire, puis au 18 Brumaire, à l'Empire, à la défaite et aux humiliants traités de 1815.

Mes Chers Camarades, souvenons-nous du Passé, et songeons à la France, à la France encore en guerre et pour laquelle depuis plus cent cinquante de ses fils donnent leur vie.

Poursuivons-nous cette vérité inébranlable que sans une union étroite, confiante, totale et sans arrière-pensée, tous nos rêves de Résistants, après avoir brillé d'un vif éclat, connaîtraient un déclin, que sans une union solide et durable, sans une discipline réelle et forte, la Révolution que nous avons commencée, que nous allons continuer, risquerait de sombrer, comme son aînée, dans le sang et dans les larmes.

Nous avons montré, dans les années d'épreuves, que nous étions capables de vouloir et d'agir dans un accord total de nos volontés et de nos cœurs.

Qu'à l'heure présente et dans les jours à venir, une même volonté d'union et de discipline nous anime pour poursuivre et parachever l'œuvre que nous avons commencée et que l'on peut résumer dans une simple formule : la Grandeur de la France.

Mes Chers Camarades, à cet appel je dois en ajouter un autre. Vous savez qu'un emprunt est en cours : l'Emprunt de la Libération.

Cet emprunt est la préface nécessaire, indispensable de la Libération économique et financière du Pays.

Sans lui, nous serons compromis. Il faut donc qu'il réussisse. Il faut donc que ce soit un triomphe.

Je vous demande donc, instamment à tous, de bien comprendre cela, et de vous faire, chacun dans votre milieu, auprès de vos Chevaliers de l'Emprunt de la Libération, comme vous avez été hier, les Chevaliers de la Libération du territoire.

Rapport sur les C. D. L. N.

1er Rapport (M. EDMOND)

Je crois qu'il est utile, au début de mon rapport, de signaler quelques faits qui éclaireront les délégués sur la naissance et l'action des C.D.L. à la suite de la défaite vouloir et organisée par Pasti-France et après la libération.

L'avènement au pouvoir du ministre Pétain fut le signal, pour une minorité de patriotes, de la formation de la Résistance.

Il aurait été très difficile-cependant de diriger ce mouvement de la métropole. C'est pourquoi un Gouvernement Provisoire de la République se forma en Algérie avec, à sa tête, le Général de Gaulle.

Peu à peu, les Patriotes français les plus éprouvés, peu préparés à l'action illégale, gagnèrent les maquis, d'autres, dans les villes et les villages apprirent les dures lois de l'illégalité, établirent le contact avec les maquisards pour les ravitailler, faire passer les consignes, tracts et journaux, créer à l'arrière un courant de masses sympathique et agissant.

Plusieurs organisations de la Résistance naquirent. *Combat, Libération, Franc Tireur, Front National*, le *F. C.*, le *Parti Socialiste*, les *Démocrates populaires* participaient ardemment à l'œuvre de la résistance. Il manquait cependant un organisme de coordination car chaque organisation gardait une certaine autonomie qui aurait certainement été néfaste par la suite.

Le Gouvernement de la République, dont l'autorité était reconnue par tous les mouvements de la Résistance, aurait été malgré tout incapable d'harmoniser ces divers courants de masse de la Résistance. Ce que le Gouvernement, malgré sa bonne volonté, ne pouvait pas réaliser, le fut par la constitution dans chaque département d'un C.D.L. et par toute une floraison de Comités locaux. Voilà comment naquirent les C.D.L. D'un côté, le pouvoir central donnant les directives générales de Pasture, un autre pouvoir : celui des C.D.L. illégaux, usant des initiatives les plus diverses pour diriger, coordonner toute l'action de la Résistance, action d'ordre militaire y comprise.

Jamais, pendant toute la période illégale, il ne serait venu à l'idée d'un membre du Gouvernement de freiner les initiatives les plus audacieuses des C.D.L. Tout ce qui pouvait hâter l'heure du combat pour la délivrance était bien accueilli.

Mais voilà le jour de la Libération. Certes, bien avant cette glorieuse journée, le Gouvernement d'Alger avait désigné les nouveaux préfets. Il faut dire, à la vérité, que le choix n'eut fut pas toujours très heureux et quelquefois, comme ce fut le cas de notre département, contre la volonté du C.D.L. illégal.

Que serait-il donc arrivé, je veux le demander, si à la Préfecture des Hautes-Alpes il avait fallu attendre l'arrivée d'un préfet ayant à Briançon, ignoré pendant quatre ans sur toute la Résistance, qui n'était décidé à montrer son nez qu'après avoir appris qu'il n'y avait plus de boches dangereux à Gap !

L'anarchie la plus complète aurait régné sans que le Gouvernement ait pu utilement intervenir. Mais le C.D.L. illégal se montra prêt à jouer immédiatement son rôle d'organisateur dans tous les domaines.

Tous les problèmes immédiats intéressant la vie du département furent nous seulement étudiés mais des solutions rapides furent prises par le C.D.L. et le Préfet provisoire.

La pensée n'est venue, ni aux uns ni aux autres de délimiter les pouvoirs du C.D.L. et de la Préfecture. Il s'agissait seulement de trouver les meilleures solutions pour le bien de nos populations. Arrestation des suspects, châtiment des traîtres, épuration, ravitaillement, furent les préoccupations les plus immédiates.

Par la suite, le C.D.L. organisa ses services. La Commission d'Epuration, la plus importante, fut chargée de coordonner et de décider les arrestations et les libérations, ainsi que les révocations de fonctionnaires à soumettre à la signature préfectorale. La Commission des Comités Patriotiques et des Délégations Municipales procéda à la réorganisation des organismes municipaux pour chasser des hôtels de ville les agents de Vichy, après avoir présidé de larges assemblées de la Résistance ayant pour but la constitution des C.P. et la désignation des délégations, entrevues d'abord, mais qui avons fait élargir par la suite. Ce long et difficile travail était caractérisé par l'arrêté préfectoral que sanctionnait ainsi les décisions du C.D.L.

Les autres commissions : ravitaillement, transports, contribution volontaire, prenaient les initiatives les plus hardies entraient en rapport avec les organismes déjà crées et imposaient à assumer la marche administrative de ces différents services.

On peut dire qu'entre l'administration préfectorale et le C.D.L. il n'y a jamais eu la moindre friction. Peut-être avons-nous eu l'avantage d'avoir désigné nous-même notre Préfet et de le faire agréer sur place par le délégué du Gouvernement Provisoire de la République.

Vous m'excuserez de ce long examen rétrospectif de la situation du C.D.L., de sa position vis-à-vis du pouvoir central, en principe le Préfet des Hautes-Alpes, mais c'est absolument nécessaire pour éclairer le problème.

Par son autorité lui venant des organisations de la Résistance, émanation des hommes du maquis et de tous les citoyens du département qui, de près ou de loin, participaient à la délivrance du pays, le C.D.L. et les C.P. ont été et restent la représentation la plus démocratique des patriotes hauts-alpins.

On pourrait en dire autant de tous les C.D.L. Cependant, voici déjà quelques mois, l'autorité des C.D.L. était contestée. Déjà, on insinuait que les C.D.L. ne pouvaient être que des organismes consultatifs du Pouvoir Central à tous les échelons.

Cette menace ne manqua pas d'émouvoir nos amis de l'Isère qui prirent l'initiative de convoquer les C.D.L. des départements limitrophes à l'Assemblée de Vizille. Ce n'est pas par hasard que le château de Vizille était choisi à 155 ans de distance pour protester une deuxième fois contre la tentative d'enlever au peuple de France le droit de gérer directement ses affaires, tant qu'il ne s'est pas donné par des élections véritablement démocratiques, c'est-à-dire par la masse des citoyens, des citoyennes et des soldats, son gouvernement de la République.

Après Vizille, où étaient réunies les délégations de six C.D.L. dont la nôtre, ce fut Valence où étaient rassemblées les délégations de onze départements.

Quelques semaines après, à Avignon, les délégués de 40 départements déclaraient : « La République doit être l'émanation du peuple français; elle ne peut être que celle du peuple qui n'a pas trahi, qui est demeuré fidèle, qui a combattu et souffert pour rendre à la Patrie la liberté perdue ».

Le représentant de la Drôme s'écriait : « Nous avons toujours cru que la légalité du Gouvernement était celle du Général de Gaulle et que cette légalité n'est pas forcément la suite constitutionnelle de la IIIe République ! ».

Tous les orateurs affirmèrent leur confiance en le Général de Gaulle, mais certains regrettèrent que les obstacles et les lenteurs qui entravent la réalisation du programme de la Résistance proviennent d'hommes parfois très près du Gouvernement.

A notre tour, au moment où le Général de Gaulle et M. Bidault foulent le sol de l'Union Soviétique, nous tenons à manifester notre confiance au Gouvernement Provisoire de la République.

Et aussi notre attachement aux prérogatives qui nous viennent de la Résistance, attachement qui ne doit pas être interprété comme une tendance à une hostilité quelconque envers le Gouvernement.

Mais nous tenons essentiellement à notre droit de critique et à notre tour qu'il nous soit permis de constater que trois mois après la Libération les administrations du gouvernement de la République sont loin d'accomplir leur tâche suivant le programme de la Résistance, dans le sens de la renaissance rapide de notre pays.

L'épuration des cadres administratifs n'est pas faite. Partout l'esprit de Vichy persiste. Le sabotage de l'œuvre de la Résistance crève les yeux.

Les Cours de Justice, insuffisamment épurées, ne sont pas encore le glaive de la Justice de la Résistance, car c'est de celle-là qu'il s'agit et non d'une justice soi-disant au-dessus de la mêlée.

Des criminels dénonciateurs de patriotes assassinés par les boches sont condamnés à des peines trop légères.

La 5e colonne, encouragée par cette faiblesse, non seulement relève la tête, mais passe aux attentats.

Les Milices Patriotiques, aujourd'hui Gardes Civiques Républicaines, qui devraient être l'arme la plus sûre de défense des institutions républicaines, n'ont que très peu d'armes et encore voudrait-on les désarmer !

Les F.F.I., qui ne demandent qu'à se battre aux côtés des alliés, jusqu'à Berlin, s'entraînent tout doucement, sont mal armés, mal vêtus. L'esprit de l'armée-caste, de l'armée-naphtaline, tente d'annihiler l'esprit d'équipe du maquis.

Dans le ravitaillement, les transports, mille retards, des ordres contradictoires, indiquent que les méthodes vichyssoises continuent. Les trusts, dans leur conseil d'administration, tirent les ficelles de leurs marionnettes en vue de désorganiser la vie de la nation.

N'est-ce pas la démonstration que le Gouvernement serait impuissant, frappé de stérilité, s'il n'y avait dans tout le pays ce réseau de C.D.L., de Comités Patriotiques, prenant des décisions conformes à l'intérêt national, collaborant avec les maires, les préfets, les Commissaires de la République, tous recevant leurs directives générales du Comité National de Résistance ?

Et ce serait le moment de diminuer l'autorité des C.D.L., des C.P., de leur signifier qu'ils sont de simples machines à émettre des vœux ?

Nous pensons que la tâche du C.D.L. et C.P. ne pourra être considérée comme terminée qu'après l'épuration totale des administrations gouvernementales farcies encore d'agents vichyssois; qu'après le châtiment des traitres; que lorsque les commissions de vérification des profits illicites auront terminé leurs investigations et prononcé leurs sanctions et que tous les patriotes français auront élu leurs représentants à tous les échelons : communal, départemental et national.

Et jusqu'à ce jour, nous déclarons que pour l'application des mesures qu'ils pourraient prendre vis-à-vis de tous les ennemis de la nation qui pullulent encore sur notre sol, nous persisterons vigoureusement pour obtenir l'armement des Gardes Civiques Républicaines, organisation de masse des patriotes pour la défense des institutions républicaines.

Partisans d'une large décentralisation administrative, nous entendons conserver les pouvoirs que la Résistance nous a confiés et, avec la collaboration de l'administration locale et départementale, faire passer dans les faits le programme d'action du C.N.R.

Cette action constructive des C.D.L., qui n'exclut pas le rôle consultatif permanent, nous voulons qu'elle s'exerce dans le cadre des besoins populaires, les fonctions de ces besoins, contre le formalisme, la routine, contre la bureaucratie qui décourage tous efforts, contre la dictature des trusts, en un mot pour faire aboutir les aspirations du peuple de France.

Nous avons été à Vizille, à Valence, à Avignon, les mandataires des Comités Patriotiques. Partout nous avons été d'accord pour défendre l'autorité qu'ils ont reçue de la Résistance.

Il vous appartiendra, délégués, mandatés des assemblées patriotiques, de nous dire si nous sommes dans la bonne voie, si nous devons défendre l'œuvre des C.D.L. et des C.P. aux Etats Généraux de la Renaissance.

Vous nous direz si vous êtes d'accord pour préparer des rapports plus confiants entre le peuple et le gouvernement; développer l'esprit d'initiative à la base; combattre la routine; ne plus attendre passivement que tout vienne d'en haut; développer l'esprit de responsabilité; en un mot, faire participer tous les citoyens français à l'œuvre de reconstruction du pays.

Vous nous direz s'il faut persévérer pour extirper jusqu'à la racine l'esprit de Vichy qui a conduit notre pays au bord de l'abîme; pour que la France républicaine puisse continuer l'œuvre de nos aïeux de 1789 et la rendre digne de prendre sa place au rang des grandes nations démocratiques du monde.

Interventions. — Briançon. — Approuve entièrement le rapport et renouvelle sa confiance au C.D.L.

C. P. de Gap. — Même point de vue que Briançon.

C.P. de Remollon. — Demande que les C.D.L. ne se contentent pas d'émettre des vœux mais passent à l'action.

Que les C.D.L. et C.L.L. prennent l'initiative — prennent « le droit » de faire ce qu'ils croient juste.

C.P. de Tallard. — Demande liaison plus complète, plus soutenue, entre le C.D.L. et les C.L.L.

C.P. d'Aspres. — Mêmes revendications que Tallard. Réclament que les C.D.L. qui représentent le peuple et qui veulent une politique saine et énergique, aient encore plus de sévérité.

Remollon. — Il y aurait danger à ce que les ennemis de la nation prennent le dessus aux élections. Mais ce danger disparaîtra dans la mesure où nous suivrons les conseils que vient de donner M. le Préfet. Quand il nous parle d'union, c'est juste le moyen de vaincre nos ennemis.

C'est pourquoi nous saluons avec beaucoup de plaisir toutes ces tendances qui s'affirment dans toutes les organisations de Résistance pour faire de toutes une seule organisation de la Résistance.

Aspres-sur-Buëch. — « Demande encore plus de sévérité ». Parfaitement raison, nous ne devons plus montrer de faiblesse. Nous en avons eu quelques unes dans notre gestion, depuis que nous sommes constitués, mais la plupart ont été corrigées.

L'ÉPURATION

2e Rapport (M. MARTIN)

S'il est un mot d'ordre de la Résistance qui est surtout furieusement acclamé, c'est bien celui de **l'épuration.**

Cette épuration a un double aspect dont on ne voit ordinairement qu'une partie.

On sait que l'ennemi est dans la place, que les hommes de Vichy, les tenants des trusts, les gens de la cinquième colonne, ceux qui ont trop bien servi les Boches pendant quatre ans, n'ont pas été nettoyés comme ils auraient dû l'être; qu'ils se sont habilement camouflés, qu'ils ont obtenu des attestations prouvant qu'ils ont servi le Maquis ou le 2e Bureau ! Ils ont parfois obtenu scandaleusement leur carte F.F.I. !

Et pourtant, tout le monde sait bien que rien de solide et de radical ne saurait être tenté dans aucun domaine, tant que ne s'opère pas le nettoyage indispensable.

Il faut faire l'épuration indispensable des hommes.

Il faut faire aussi l'épuration technique.

Cette double distinction nous sera fort utile si nous considérons d'abord

L'EPURATION ADMINISTRATIVE.

Vous devez, certes, à tous les degrés, signaler les fonctionnaires des diverses administrations qui, à votre avis, n'ont pas fait ou ont mal fait leur devoir, ou ont trahi les obligations de leur charge, facilité l'œuvre des Allemands ou de leurs collaborateurs.

Ces fonctionnaires doivent être relevés de leur emploi, comme devront être impitoyablement relevés tous ceux qui, dans la période constructive que nous abordons, saboteront de quelque façon que ce soit l'œuvre de la reconstruction, ne serait-ce que par conformisme ou incapacité.

Mais cette épuration, ce n'est pas seulement le C.D.L. qui peut la faire. Certes, nous pouvons, et nous devons, nous, tâcher de nettoyer les administrations supérieures, mais, partout, dans tous les domaines, c'est au peuple, au peuple organisé dans ses Comités Patriotiques et ses municipalités qu'il appartient d'opérer le nettoyage qui s'impose.

Nous demandons seulement de ne pas opérer ce nettoyage à la légère, de motiver sérieusement les propositions faites, de citer des faits, de recueillir des dépositions pour que le C.D.L. puisse exiger les opérations radicales qui s'imposent.

Nous savons que nos camarades ont été souvent déçus par la lenteur de cette opération. Ils disent : « Un tel et un tel sont toujours en place et pourtant nous vous avions envoyé un vœu demandant sa révocation ou son déplacement ».

C'est qu'un vœu ne suffit pas. Il faut des précisions, des documents, des raisons. Il n'y a guère d'exemples que le C.D.L. ait laissé en place un fonctionnaire, un administrateur quelconque, contre lequel avaient été portées des accusations précises et formelles.

Cette épuration est cependant entravée par le fait que certains fonctionnaires, nommés par Paris, ne sauraient être sanctionnés que par le Ministre, ce qui est fort long.

Je crois que nous aurons comme devoir de demander au Congrès que soit accéléré ce nettoyage et que soit prépondérante l'opinion des usagers, en l'espèce, celle des C. P. et des municipalités.

Mais vous devez aussi vous préoccuper de **l'épuration technique de l'administration.**

Il vous appartient, à vous, de dénoncer les emplois inutiles et superflus, ou même dangereux; de préciser les erreurs de fonctionnement qui sont aujourd'hui commises; de signaler les mécanismes à changer... s'il y en a.

Nous devons aussi protester contre la chinoiserie d'une administration beaucoup trop bureaucratique.

L'administration doit être au service du peuple et non le peuple au service de l'administration bureaucratique.

Il faudra que demain on prenne un peu en considération l'opinion des usagers, qu'on supprime les emplois inutiles et les papiers ou les formalités superflus; qu'on ferme les bureaux où on ne fait guère que se chauffer; qu'on paye les employés mais qu'on les fasse travailler et qu'on en exige un rendement.

Si la France ne rajeunit pas hardiment son administration, tous nos efforts pour la renaissance seront d'avance entravés par un organisme qui ne peut plus s'adapter et qui doit ou s'imposer ou disparaître.

Nous demanderons donc à l'assemblée des C.D.L. d'étudier d'urgence cette épuration technique de l'administration à tous les degrés.

Il en est de même pour l'**EPURATION PROFESSIONNELLE.**

Certains hommes, serviteurs des trusts et des exploiteurs, ou exploiteurs eux-mêmes, ou agents avérés de Vichy, doivent être impitoyablement chassés et remplacés par des hommes neufs en qui vous avez confiance et qui sont décidés à agir hardiment.

Cette besogne est commencée chez les paysans; elle est à peine amorcée chez les commerçants; elle n'a encore rien donné ou presque dans les administrations. Tout reste à faire, mais il ne faut pas vous décourager. Démasquez ceux qui vous trahissent intentionnellement ou simplement par incapacité ou par veulerie. Donnez des faits précis. Mettez les vôtres partout à la tête, dans les rouages essentiels de toute la machine professionnelle.

Mais nous insisterons davantage sur l'**épuration technique** en matière professionnelle.

La mécanique actuelle est tout entière basée sur l'exploitation. Vous pouvez enlever ceux qui se sont enrichis à nos dépens et les remplacer par ceux en qui vous avez confiance. Mais ceux-ci risquent fort, à moins que vous les surveilliez jalousement — et encore — de se servir à leur tour à vos dépens et le tour sera joué.

C'est le mécanisme qu'il faut changer.

a) Il faut d'abord supprimer les organismes professionnels inutiles; demander et exiger la disparition des hommes qui se placent aussi dans les circuits économiques, créent des services inutiles, ouvrent des bureaux dont nul ne voit la nécessité, mais qui prélèvent au passage de malhonnêtes bénéfices.

Nous demanderons la réorganisation à tous les degrés des mécanismes professionnels qu'il faudra adapter aux nécessités de l'heure avec la collaboration active des intéressés eux-mêmes et des usagers.

b) Nous attirerons notamment l'attention sur la nécessité de transformer l'organisation professionnelle et économique, aujourd'hui basée sur l'intérêt personnel et la concurrence et qui devra être conditionnée par la collaboration et l'intérêt commun.

Nous demanderons qu'on augmente considérablement et délibérément les droits et les devoirs de tous les travailleurs organisés : ouvriers, paysans, commerçants, fonctionnaires; que leurs syndicats ou associations deviennent un des éléments vitaux de la reconstruction française.

Nous demanderons aussi qu'on soutienne ce réseau primitif de la profession par une organisation économique nouvelle à base **coopérative.**

La coopération est l'avenir de notre pays. On peut y accéder graduellement, sans nuire d'abord aux intérêts légitimes de certains commerçants. Mais il faut que l'état se préoccupe de cette socialisation non seulement à la ville, mais à la campagne aussi :

— Associations ou coopératives de reconstruction, de production, de répartition des produits.
— Coopératives de vente.
— Coopératives pour tout ce qui regarde aussi la formation culturelle, professionnelle, sportive, etc...

EPURATION POLITIQUE

Nous demandons sur le plan d'une épuration un peu spéciale, celle du corps électoral, une mesure identique.

Il y a des gens qui ont fait l'objet d'un internement et qui sont sortis du camp de concentration parce que leur faute n'avait pas une gravité suffisante pour qu'ils soient passibles de la Cour de Justice; ces gens là, du moment que leur innocence n'a pas été reconnue, ne peuvent pas constituer le prochain corps éectoral. Nous n'avons pas le droit de reconnaître officiellement la cinquième colonne.

Nous demanderons donc que ces hommes soient exclus du corps électoral, si l'arrêté de main-levée de l'internement ne souligne pas leur innocence totale.

Notre double préoccupation sera encore plus urgente dans ce domaine d'épuration politique.

Il est de nombreux politiciens qu'on a assez vus, parce qu'ils ont trop confondu la chose publique avec leur intérêt personnel; trop de politiciens qui nous ont vendu sans vergogne, qui se sont toujours mis d'accord avec les plus offrants, comme des maquignons qui, sur les foires, vendent à n'importe qui n'importe quoi, pourvu que çà leur rapporte et qui n'hésitent pas à tromper, pour leur propre profit, leurs parents ou leurs meilleurs amis.

L'ère des politiciens qui se servent doit être finie. Nous nous sommes battus contre eux. Ils ont toujours été dans le clan ennemi. Nous ne voulons plus les voir.

Nous voulons maintenant des gens qui **servent** exclusivement et le jour où vous vous apercevrez qu'ils se servent, il faut les liquider impitoyablement.

Nous vous demanderons, encore une fois : à vous-mêmes d'opérer ce nettoyage. Mais nous exigerons du gouvernement qu'il pratique à tous les échelons ce même nettoyage politique.

C'est un scandale que des gens qui ont eu l'échine suffisamment souple pour servir tous les gouvernements, reviennent maintenant sur l'eau, qu'on revoie dans les commissions et dans les gouvernements le nom de tant de politiciens à qui on aurait bien pu trouver un emploi plus utile quelque part.

Mais cette épuration elle-même ne sera qu'un inutile feu de paille si on ne change pas les institutions politiques, si on conserve à peu près intacts le système, la constitution, les règlements qui ont fait de notre IIIe République ce qu'elle est devenue : le lamentable aboutissement dans la plus honteuse des défaites de 50 années d'efforts.

Il faut changer la constitution; il faut que le peuple puisse élire plus librement ses représentants afin qu'on ne voie plus ce scandale de candidats qui s'imposent par le seul pouvoir de fortunes qu'ils ont scandaleusement acquises.

Il faut que le peuple puisse commander à ceux qu'il délègue pour faire ses affaires politiques; il faudra trouver un système nouveau pour que le peuple, qui a gagné la guerre, puisse organiser victorieusement la paix.

C'est donc en votre nom que nous demanderons au Congrès la réunion d'une assemblée constituante chargée de préparer la nouvelle administration politique de la France.

Si, avec votre appui, nous parvenons, dans tous les domaines, à cette double opération, dans les hommes et dans la technique, alors la France rénovée pourra continuer selon ses traditions de liberté et de fraternité, vers la grandeur si justement magnifiée par le Général de Gaulle.

Interventions. — Saint-Laurent. — Demande qu'on commence à faire l'épuration au sommet.

Il serait bon, si l'on veut que tout marche mieux, que les Résistants soient à l'honneur. Les postes de direction leur reviennent de droit.

Veynes. — La Cour de Justice n'est aucunement qualifiée pour juger dans les circonstances actuelles. « Quand nous étions dans le maquis, la radio et la rumeur publique disaient que nous étions des soldats; nous étions donc l'armée. Les gens qui ont trahi ont trahi l'armée française ».

Donc, toutes ces personnes sont passibles d'un tribunal militaire.

Remollon. — « Je me souviens avoir lu sur « Les Allobroges » un arrêté du C.N.R. disant : « Tous membres du P.P.F., Miliciens, S.S., etc. devront être condamnés à mort ! »

Le Comité d'Alger a créé une Cour de Justice, c'est normal; **mais pourquoi une Cour de Cassation ?**

Epuration des fonctionnaires : demande que des fiches soient faites sur chaque fonctionnaire, disant s'ils ont appartenu à la Légion, etc.

Mme Ferber. — Demande qu'une attention plus grande soit apportée aux revendications purement féminines : maternité, interdiction du travail à la chaine, libre choix des médecins pour les assistés gratuits, égalité de tous les enfants devant la vie, visite prénatale, aide obligatoire aux mères, etc.

Veynes. — Demande que tous les fonctionnaires, toutes personnes demandant à entrer dans les administrations, soient munis d'un casier « curiculum vitae ».

Tallard. — Pour l'instant, il faut agir tout de suite dans les cadres fonctionnaires. Il ne faut pas prendre le lampiste mais la tête.

Baratier. — On relâche, sans savoir pourquoi, des gens qui ont été arrêtés. Ainsi, M. Gabus, qui a été relâché, a été tué. Demande que les gens arrêtés ne soient relâchés que sur jugement; qu'on tienne compte des dépositions écrites; que cesse le scandale des avocats pour un Milicien qui, s'il a de l'argent, peut se faire défendre et peut être acquitté. Tandis que celui qui n'a pas d'argent pour payer sera condamné gravement.

M. Merle répond immédiatement. — Toute personne poursuivie a droit de se défendre. Il ne faut pas oublier que des gens peuvent être arrêtés qui sont innocents. Tous les hommes qui n'ont pas les moyens de se faire défendre ont droit à l'assistance judiciaire. A Grenoble, des avocats ont décidé de plaider sous le régime de l'assistance judiciaire (pour toutes les affaires dépendant de la Cour de Justice).

Baratier. — Demande une nouvelle constitution (remaniement).

Remollon. — Le C.D.L. aurait pouvoir sur la Chambre des Députés. — Que tous les membres du C.D.L. s'engagent à ne pas être candidats à la députation. — Que les C.D.L. désignent leurs candidats mais ne le deviennent pas eux-mêmes.

Tallard. — Remercie le C.D.L. de prendre avis des C.P. avant de procéder à une libération.

Embrun. — Demande que tous les biens des Miliciens ou toutes autres personnes recherchées soient mis immédiatement sous séquestre.

Savines. — Demande sévérité dans l'épuration.

Veynes. — Demande que pour les prochaines élections tous les légionnaires qui ont payé leur cotisation en Juin 1944 soient barrés de la liste électorale.

Aspres-sur-Buëch. — Demande que tous les candidats aux élections soient choisis et agréés par le C.D.L.

Que l'indignité nationale soit prononcée contre toute personne dont le casier judiciaire comportera une condamnation entachant son honorabilité et qui sera reconnue comme mauvais français.

Briançon. — Il ne faut pas tomber dans les méthodes du fascisme. Beaucoup de personnes ne sont pas des résistants effectifs mais ne sont pas de mauvais français. Il convient de réconcilier les français si l'on veut une paix durable.

Veynes. — Demande que soient éloignés de tout les parlementaires ayant voté pour Vichy.

Embrun. — Signale qu'une plainte envoyée par Embrun contre Gabus n'a jamais été remise au C.D.L.

Orpierre. — Demande que toutes personnes qui ont été arrêtées, internées, n'aient pas le droit de voter aux prochaines élections, ainsi que les personnes connues comme collaborateurs. — Que les C.P. donnent leur avis sur les personnes à exclure des listes électorales.

Savines. — Que les C.P. soient habilités pour rechercher les mauvais français et que la franchise postale leur soit accordée.

- Qu'une fiche de renseignements soit faite pour chaque suspect et qu'elle suive l'intéressé dans chaque localité où il habite.

L'Argentière. — Demande qu'on chasse les étrangers appartenant aux nations ennemies de la France, en tenant compte de ceux qui ont milité dans la Résistance.

Que les noms des étrangers naturalisés depuis longtemps et ayant eu une attitude de bons français soient francisés.

Reviser les naturalisations faites depuis plusieurs années en arrière (1932-33 par exemple).

Le Sauze. — Demande que les étrangers soient soumis aux obligations militaires, comme les français.

Tallard. — Pas d'accord pour droit de voter à partir de 18 ans (trop jeune).

Veynes. — Proteste. Maquisards avaient souvent moins de 20 ans; ils doivent voter.

Embrun. — Demande un peu plus d'organisation dans les F.F.I.

Chorges. — Quels rapports comptent : ceux en faveur des prévenus ou ceux faits par les C.P. ?

Veynes. — Signale que des pièces et des dossiers disparaissent.

Rapport sur la reconstruction Économique et l'effort de guerre

3e Rapport (M. EDMOND)

Grâce à leur union, des millions de patriotes français de la Résistance ont accompli le prodige de délivrer dans sa grande partie notre pays de la souillure hitlérienne.

Mais, les boches chassés après avoir meurtri, dévasté, vidé notre pays de ses nombreuses ressources, il nous faut penser de suite à sa reconstruction économique.

Cependant, la guerre n'est pas terminée. La puissance militaire de l'Allemagne n'est pas encore totalement disloquée. Certes, l'issue n'est pas douteuse : l'hitlérisme, cette honteuse plaie de notre siècle, sera écrasé par les efforts conjugués des vaillants alliés de notre pays et des armées françaises. La route de Berlin ne tardera pas à être ouverte.

Reconstruction économique et effort de guerre sont donc intimement liés.

De la mesure de notre effort dépend la durée de la guerre et celle de notre détresse.

Si notre machine industrielle tourne au ralenti, si nos paysans se satisfont de l'exploitation archaïque, si dans les bureaux on travaille dans l'esprit de Vichy, celui du moindre effort, si les commerçants ne se débarrassent pas des habitudes du marché noir, si nos ingénieurs, nos savants, nos artistes n'ouvrent pas leurs vues sur des horizons nouveaux, notre production générale ne pourra pas faire face aux besoins immenses d'une armée moderne qui doit sans cesse se renforcer, à laquelle il ne faut pas ménager armements et munitions.

La guerre durera : nous continuerons à souffrir et ce qui est pire, nous donnerons des armes aux agents d'Hitler en France qui démontreraient ainsi notre incapacité.

Voilà le problème que les patriotes français doivent résoudre sans retard.

Mais nous voudrions mettre en garde nos délégués contre une certaine tendance à voir tout le problème de la renaissance française sous l'angle exclusif du poing de fer de la Résistance.

Nous devons créer la mystique de la production accélérée dans tous les domaines, en utilisant les techniques modernes, en inventant des moyens nouveaux.

Il nous faut plus de fer, plus d'acier, plus de ciment, plus de charbon, plus de machines de toutes sortes, plus de blé, plus de viande, plus de légumes, de fruits, plus de vêtements. Il nous faut plus de soldats sur la route de Berlin, plus de gardes civiques patriotiques bien armés pour défendre les institutions républicaines.

« Ah ! pourraient me répondre les délégués, que ce serait facile si nous étions débarrassés des grandes féodalités économiques et financières qui sucent le sang des producteurs de France ! »

Oui, voilà le grand problème. Débarrasser le monde de la dictature des trusts. Mettre au premier plan le travail souverain, c'est le vœu du Pape, du président Roosevelt. Mais c'est surtout l'exemple de l'Union Soviétique qui doit nous intéresser puisque sur un sixième du globe on ne parle plus de la malfaisance des trusts, les travailleurs de ce pays s'en étant débarrassés depuis plus de vingt ans.

Nous devons forcer la main au gouvernement provisoire pour que les timides pas, faits sur ce terrain, deviennent une course de vitesse. On a commencé la nationalisation des houillères du Nord. Pourquoi un décret n'impliquerait pas la nationalisation de toutes les houillères françaises ? Pourquoi pas les mines de fer, les aciéries, les usines d'allumine ?

Ne faudrait-il pas nationaliser de suite tous les moyens de transport par fer, terre et eau ? Mais, pas de nationalisation dans le genre de celle de la S.N.C.F., qui continue à servir les coupons de présence aux actionnaires !

Les trusts des produits chimiques, dictature qui écrase toute la production agricole française et les banques, les assurances, les grands magasins; tout ce qui représente la dîme féroce sur la production et la consommation, doit être nationalisé.

Toute tentative de sauver ce parasitisme social doit être considérée comme une trahison envers le peuple de France. Le gouvernement provisoire peut être sûr de l'appui sans réserve de toute la Résistance.

Il est absolument nécessaire que le pays tout entier soit enveloppé d'un réseau serré de syndicats de toutes les branches de la production, aptes à prendre en mains la gestion des grandes entreprises.

Notre pays souffre considérablement de la cascade d'intermédiaires qui s'interposent entre les producteurs et les consommateurs. Forçons l'Etat à favoriser davantage le mouvement coopératif. Mais commençons de suite puisque c'est possible la constitution de coopératives de production, caves, silos, de laiteries, de coopératives de consommation, épiceries, boulangeries, boucheries, etc... Les petits commerçants doivent s'y intéresser. Leur intérêt n'est pas de persister dans leur corporatisme désuet qui les tient sous la coupe réglée des sociétés à succursales multiples, mais celui de devenir les répartiteurs expérimentés au sein des coopératives.

La terre ne doit plus être cultivée comme il y a mille ans. De nombreux ingénieurs agronomes devraient sillonner le pays, donner des conseils judicieux après étude des sols pour la culture des plantes les plus adéquates au sol et au climat. Et puisque les engrais sont rares, nous ne devrions plus voir se perdre dans les rigoles l'or liquide des étables, empester l'air des campagnes et priver les champs de l'azote indispensable à la bonne venue des récoltes.

Il faut obtenir des prêts pour l'amélioration des exploitations agricoles; pour les jeunes ménages; il faut l'électricité à bon marché; la radio; le cinéma roulant, jusqu'aux plus petits hameaux.

Dans les villages, des crédits pour l'adduction d'eau, la voirie, pour les chemins d'exploitation agricole.

Dans les usines, dans les entreprises, la production peut être intensifiée. Est-ce que c'est possible ? Oui, à condition d'être audacieux et malgré le sabotage dont nous pourrions citer de multiples exemples.

Il faut que dans l'Enseignement disparaisse à jamais l'esprit d'abrutissement de Vichy. Les jeunes, les enfants aussi, doivent participer à la rénovation du pays; qu'on leur facilite l'accès aux plus hauts degrés de l'instruction, qu'ils aient les moyens de développer leur corps et leur esprit harmonieusement et ils nous donneront en retour des ouvriers et des paysans instruits des moyens modernes de production intensive, des savants, des artistes de talent.

Il nous faut résolument tourner nos regards sur l'avenir de notre département.

Nous pouvons augmenter notre production dans tous les domaines par des méthodes plus rationnelles, plus scientifiques. N'avons-nous pas dans notre département une remarquable culture fruitière qui est l'œuvre de quelques audacieux novateurs ? Est-ce que tous les producteurs de lait, s'ils le voulaient, ne pourraient pas faire aussi bien et mieux même que Nestlé ?

Est-ce que dans l'élevage du bétail nous ne pouvons pas faire mieux ? Certainement, nous le pouvons.

Enfin, la remarquable exposition de notre département, son climat, son air si pur, ses montagnes si belles, ses sites merveilleux, la couleur de son ciel en font un pays de grand avenir. Certains malades doivent pouvoir y recouvrer leur santé compromise; les ouvriers des villes doivent pouvoir y venir passer leurs vacances en été, respirer l'air des hautes cimes, faire des randonnées à travers les forêts. Les sports d'hiver doivent devenir possibles pour tous les travailleurs. Il faut dresser un plan de construction de sanatoria, de maisons de repos, d'auberges de la jeunesse, non comme le feraient les gens du régime qui va disparaître : uniquement pour les enrichis, pour les snobs, les profiteurs de la misère humaine, mais pour que les producteurs manuels, intellectuels, de partout, puissent y retrouver le sourire accueillant de leurs frères de France.

Travaillons à l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale.

Intensifions la production nationale.

Donnons le droit au travail et au repos à tous les producteurs.

Œuvrons pour la sécurité du niveau de vie à toute la paysannerie, malgré les calamités agricoles.

Pour une retraite digne aux vieux travailleurs.

Demandons les mêmes droits pour les populations coloniales, puisqu'elles ont les mêmes devoirs que nous.

Travaillons pour que les enfants aient la possibilité d'accéder à la culture la plus haute.

Pour les mères, élevons la maternité au rang de fonction sociale.

Préparons la jeunesse, espoir du pays, à prendre en mains les destinées de la France républicaine.

Tous à l'œuvre, abrégeons la guerre par notre ardeur au travail; montrons-nous les meilleurs artisans de la Renaissance française.

Interventions. — **L'Argentière.** — Les trusts prennent leurs dispositions pour résister. Beaucoup de sociétés existent à l'étranger et y passent leurs intérêts.

Gap. — Demande retour aux taxes nationales. Que disparaissent les Régions économiques.

Baratier. — Les trusts sont dirigés par des directeurs. Il y en aura encore quand les usines seront nationalisées. Le directeur devrait être responsable, sur leur vie et sur leur paie.

M. Heitz fait savoir que les présidents directeurs de S.A. sont désormais responsables personnellement).

St-Firmin. — Demande que les terres détenues par des non paysans ou celles achetées au cours de la guerre soient remises à des paysans ou à des collectivités agricoles.

Remollon. — Demande que C.D.L. jette un coup d'œil sur certains syndicats : C.O.B.T.P. par exemple.

Demande suppression des syndicats patronaux des trusts et la création, avec l'appui du Gouvernement, et subvention des coopératives ouvrières.

Gap. — Demande : suppression de certains groupements inutiles tels que C.A.R.C.O. qui n'a jamais soutenu le commerce.

Création d'un comité de gestion auprès du Ravitaillement Général (il faut des femmes à ce comité car elles sont les premières intéressées sur ce point).

Suppression pure et simple des maisons à succursales multiples.

Réorganisation Chambre de Commerce.

Veynes. — Propose la mobilisation pure et simple de tout ce qui roule et de tous les chauffeurs.

Que les transports soient alors organisés (après mobilisation des véhicules) de façon militaire (commandement et discipline).

Laragne. — Que ce soit le comité cantonal qui commande les transports et non les transporteurs eux-mêmes, choisissant les transports et leurs clients.

Aspres. — Demande nationalisation des usines travaillant pour la guerre. Que ces usines soient sous le contrôle de la Résistance (C.D.L. — C.P.).

Demande que dans chaque commune ou canton il y ait au moins une voiture ou un camion à la disposition des administrés, de façon à parer aux difficultés du ravitaillement.

L'Argentière. — Demande d'activer les travaux de réfection du viaduc de Bramafan.

L'on craint que l'usine de L'Argentière manque de matières premières et que 800 ouvriers soient en chômage.

Union des Femmes de France. — Comité de gestion dans les administrations (gens pas très compétents dans le Ravitaillement).

Œuvres Sociales. — Accès aux femmes à toutes les charges se rapportant à l'enseignement, aux enfants, etc.

Montbrand. — Où en sont les revendications présentées au Syndicat Paysan ?

Demande nationalisation usines d'engrais.

Savines. — Demande que dans le cadre local on nationalise aussi les petits trusts.

Briançon. — Insiste sur la nationalisation des usines. Les capitaux partent car les trusts se rendent compte de la situation et veulent les mettre à l'abri.

Les capitaux qui partent à l'étranger (même Angleterre et Amérique) peuvent nous créer, plus tard, des difficultés internationales.

Nationalisation de Nestlé et de Charmasson.

Chabottes. — Demande qu'on taxe les chevaux à un prix raisonnable, car les petits cultivateurs ne peuvent pas remplacer leurs bêtes.

St-Julien. — Demande suppression des barrières départementales instituées par Vichy.

Baratier. — Que les camions qui viennent à vide de Marseille et qui viennent chercher des fruits aient l'obligation d'apporter ce qui est destiné aux Hautes-Alpes.

Gap. — Que les groupements interprofessionnel laitier et des bois ne soient plus dirigés par des représentants des trusts, à savoir : Nestlé : M. Massiani — Charmasson : M. Ferrand.

Rambaud. — Demande que les syndicats soient obligatoires pour tous les paysans.

Montbrand. — Demande que la retraite des vieux soit répartie aussi aux cultivateurs.

LA PRESSE DE LA RÉSISTANCE

4e Rapport (M. ROSANVALLON)

1. — Nous devons constater que dans tous les pays il est facile de former l'opinion, d'organiser la propagande en faveur de tel ou tel régime par la presse et ses journaux et revues.

Pendant quatre ans, sous le régime de Vichy, nous avons été asservis par cette presse pourrie contrôlée par les Allemands qui, chaque jour, essayait de bourrer le crâne au peuple en injectant les fameuses idées de collaboration.

Nous savons aussi que par l'habileté d'un reporter, par la souplesse d'un politicien, il est facile de cacher la vérité, de transformer la réalité et ainsi, petit à petit, par le mensonge, le virus de haine s'imprégnait dans les cœurs. A nous donc, les Résistants, de faire entendre notre voix par la presse. Par ses journaux, ses revues, nous dirons la vérité au peuple, nous saurons chaque jour montrer notre action, étaler nos projets, dire nos craintes et nos écœurements. Jusqu'ici, tous les articles de la presse française étaient contrôlés par l'O.F.I., office soit disant français mais collaborateur 100 %. Maintenant cet organisme est dissout et remplacé par un autre contrôle : par l'Information du Général de Gaulle.

2. — Nous faisons confiance à cet organisme nouveau qui, nous l'espérons, doit être épuré de la tête aux pieds de toutes les personnes non résistantes et non républicaines.

Ce que nous voulons au plus vite c'est que la Presse fasse entendre suffisamment la voix de la Résistance.

Nous avons hélas ! des exemples sous les yeux où par pression gouvernementale ou de l'Information, la vérité a été un peu cachée au peuple. Nous voulons au contraire, par l'action du C.D.L., que la presse dise toute la vérité au peuple et ne lui cache rien.

Nous demandons aussi un plus grand format pour tous les quotidiens et ainsi plus largement nos idées de la Résistance pourront mieux s'exprimer.

Bien entendu, suivant vos idées politiques ou philosophiques, vous devez avoir le droit de lire les journaux qui vous plaisent. Nous considérons même que la censure ne devrait plus exister, que les journaux soient beaucoup plus libres, que la critique correcte puisse même se faire jour, à condition que tous les écrits ne dépassent pas la pensée Résistante et soient polis.

3. — Nous devons toutefois admettre la censure pour les opérations militaires car sur ce domaine précis, il est souvent nécessaire de s'exprimer avec prudence.

La presse doit donc être au service de la Résistance et saura faire connaître à toute la France le programme constructif et révolutionnaire du Comité National de la Résistance. De même, par la radio et le cinéma, nous devons trouver des organismes au service aussi de nos idées. Pour l'éducation des masses, pour éviter la désertion des campagnes, il est urgent et nécessaire que des cinémas roulants passent de temps en temps dans toutes les communes.

Il est inadmissible que des films soient projetés sous nos yeux avec des artistes qui ont été pendant quatre ans au service de l'ennemi. Au contraire, des films réalistes et moraux avec des firmes et artistes Français doivent éduquer le peuple dans le sens des idées de la Résistance Française.

Souvent, la radio semble donner les mêmes programmes que sous Vichy et cependant nombreux sont ceux qui l'écoutent chaque jour. Par des concerts avec de la musique classique et populaire, par des causeries éducatives, la radio peut aider efficacement à l'éducation de la masse *dans le sens de la Résistance.*

EN CONCLUSION, nous voulons la liberté de la presse, un plus grand format, son honneur et son indépendance à l'égard de l'Etat et surtout indépendance complète à l'égard des puissances d'argent et des influences étrangères.

(La discussion paraîtra dans le prochain numéro).

A NOS LECTEURS

Afin d'offrir à nos lecteurs les documents issus de la journée du 2 décembre, nous avons supprimé le numéro du 9 décembre et nous donnons aujourd'hui un numéro double.

Ce numéro ne peut d'alleurs contenir la totalité des documents à paraître. Nous donnerons samedi prochain le 5e rapport (Rosanvallon) ainsi que la discussion de l'après-midi et la suite des rapports écrits.

Nous reprendrons alors nos rubriques habituelles.

LA FORMATION DE LA JEUNESSE FRANÇAISE

C'est pour que la France puisse durer, continuer et se perpétuer que la Résistance s'est organisée en France.

Cette perpétuation est le souci essentiel de toute société. Elle nécessite qu'on accorde au problème de l'enfance et de la jeunesse une attention de tout premier plan.

C'est toujours par l'action qu'ils ont imprimée à l'éducation de la jeunesse que les peuples ont orienté leur destinée.

HITLER avait fanatisé sa jeunesse qui s'est horriblement sacrifiée pour le servir.

MUSSOLINI avait mobilisé ses « Balilla ».

L'U.R.S.S. a vaincu parce que, depuis vingt ans, elle a formé démocratiquement sa jeunesse populaire.

LA FRANCE sera demain ce que l'aura faite l'école que nous allons instituer.

Nous présentons, en conséquence, le rapport succint ci-dessous qui, à notre avis, pourrait et devrait servir de base à un Grand Congrès Educatif à convoquer d'urgence, avec la participation non seulement du personnel enseignant mais aussi des représentants populaires de la Résistance.

PRINCIPES ESSENTIELS DE L'EDUCATION POPULAIRE

1°) Tout enfant a droit à la santé et à la vie.

Il doit, en conséquence, recevoir, même si ses parents ne peuvent les lui procurer :

l'alimentation et le vêtement;

l'air;

les soins qui lui permettront de se développer normalement.

Cette préoccupation suppose la création en France :

a) d'un réseau de cliniques d'accouchement, de crèches, pouponnières, gouttes de lait, pour que tout enfant puisse recevoir, au cours des premières années de sa vie, les soins qui lui sont indispensables;

b) l'amélioration systématique et méthodique des logis populaires, non seulement à la ville mais aussi à la campagne :

par la mise au point d'un système de construction de maisons ou de prêts qui, par dessus les chinoiseries administratives, permette une réalisation rapide des plans établis;

c) la surveillance médicale sérieuse des produits alimentaires pour enfants;

d) la création en France, à la ville comme à la campagne, d'un réseau de stades, de parcs de repos et de jeux, de colonies de vacances, de maisons d'enfants susceptibles d'assurer un maximum de santé à l'ensemble des enfants de France.

2°) **Tout enfant a le droit de développer au maximum ses facultés,** de tirer de ses aptitudes le meilleur parti possible pour le service de la nation.

a) **L'Ecole doit donc être totalement gratuite et obligatoire jusqu'à 14 ans,** cette gratuité s'étendant non seulement à l'admission dans les écoles, mais aussi aux frais divers que cette admission représente, sans oublier le manque à gagner pour les enfants de 12 à 14 ans.

b) **A partir de 14 ans, doit commencer la spécialisation,** selon les aptitudes de chaque élève.

- Les uns s'initieront à un métier manuel ou à une activité technique — ce qui n'exclue pas la continuation de la culture générale;
- les autres suivront des cours technologiques;
- d'autres aborderont les études plus abstraites pour l'accession aux fonctions réservées à l'élite populaire.

Un système de travail, partie dans les entreprises, partie à l'école, doublé d'une organisation rationnelle de bourses qui permettra aux enfants de s'élever au maximum, selon leurs aptitudes, quelles que soient leurs conditions de fortune.

3°) **Les méthodes scolaires doivent être modifiées et adaptées aux possibilités nouvelles nées des techniques modernes.**

La scolastique moyennâgeuse est aujourd'hui dépassée. Les techniques scolaires doivent être profondément modifiées et basées non sur les leçons et les devoirs traditionnels mais sur le travail actif, conçu dans toute sa complexité formative.

Les écoles devront sans retard être adaptées à ces nouvelles techniques, les programmes remaniés, les examens reconsidérés, les livres modifiés dans leur structure, dans leur contenu et dans leur emploi. Les instituteurs recevront une formation les préparant à la nouvelle pédagogie populaire; les instituteurs en exercice seront invités à des cours spéciaux les préparant au travail nouveau, seul susceptible de former les générations efficientes qui assureront la renaissance de la France.

On ne fait pas du neuf avec de vieilles techniques; si la France veut conserver son rang elle doit hardiment briser les chaines séculaires qui ont fait sa grandeur jadis mais qui gênent aujourd'hui son évolution.

L'école du peuple devra utiliser rationnellement les moyens nouveaux que la science met à la disposition du peuple :

- imprimerie; journaux; phonographes et radios; cinéma; voyages.

Un organisme national sera constitué pour harmoniser dans tous les domaines la formation scolaire et postscolaire des enfants du peuple.

4°) **L'enfance doit être profondément intégrée à la vie du peuple.**

L'école séparée du peuple est une anomalie qui nuit à la grandeur et à l'Unité Françaises :

a) L'Ecole doit s'organiser à même la vie et le travail du peuple.

b) Le peuple doit participer au maximum et selon les règles à définir, à la formation physique, intellectuelle et morale de ses enfants.

c) Les enfants, à tous les degrés, doivent être mêlés également à la vie, au travail du peuple.

- Participation des enfants aux travaux essentiels, soit dans des entreprises agricoles, artisanales ou industrielles qui leur sont propres, soit dans les entreprises publiques ou privées.
- Colonies d'enfants plus ou moins autonomes.
- Organisation en France d'un grand mouvement d'enfance et de jeunesse pour la formation physique, morale et sociale des jeunes générations.

5°) Pour éviter toutes discussions dangereuses, l'école restera essentiellement laïque, les parents restant libres de donner à leurs enfants la formation confessionnelle de leur choix.

Des délégués du Comité Départemental de Libération, des organisations ouvrières et paysannes, participeront aux travaux des commissions et des congrès qui assureront la renaissance de la France par la formation rationnelle, vivante et active de ses enfants.

En conséquence, nous demandons :

a) Que soit organisée à l'échelle départementale une commission d'étude de l'éducation populaire comprenant :

1 représentant du Préfet; 1 représentant de l'Inspecteur d'Académie; 1 représentant des ouvriers; 1 représentant des paysans; 2 représentants des instituteurs; 1 représentant de l'enseignement secondaire; 1 représentant de l'enseignement supérieur; 3 membres du C.D.L.

b) Que la même commission soit organisée à l'échelle nationale pour préparer un grand congrès de l'Ecole Populaire Française.

C. FREINET.

LA REPRÉSENTATION

La représentation des délégués du département aux Etats Généraux Hauts-Alpins s'établit de la manière suivante :

238 délégués ont participé aux travaux de cette importante assemblée. Il y eut 80 interventions.

160 délégués des Comités Patriotiques représentaient 91 Comités.

55 délégués des municipalités en représentaient 36.

Organisations représentées : Union des Femmes de France, 6 délégués; Femmes Libération Nationale, 1 délégué; les Anciens du Maquis, 2 délégués; Commerce et Artisanat, 1 délégué; Invalides et Veuves de Guerre, 1 délégué; F.U.J.P., 5 délégués: Employés de Préfecture, 1 délégué; C.G.T., 6 délégués.

Un cahier de doléances et de reconstruction française a été déposé à la tribune des Etats Généraux par les délégués des communes suivantes : St-Julien en Beauchêne, Briançon, Savournon, Orcières, Montéglin, Réallon, Montgardin, Montmorin, Château-Ville-Vieille, St Véran, Arvieux, Abriès, Aiguilles, Laragne, Barret-le-Bas, Châteauneuf de Chabre, Oze, Orpierre, St-Bonnet, La Fare en Champsaur, Les Costes, St-Maurice, Lagrand, Villard St-Pancrace, Rambaud, Tallard, Rochebrune, Upaix, Pelleautier, La Beaume, Chauffayer, Les Crottes, Châteauroux, Le Sauze, St-Firmin, Espinasses, Pelvoux, Savines, Chorges, Remollon, Le Poët, Aspres-sur-Buëch, Les Orres, L'Argentière, Veynes, Montmorin, Val des Prés, Monêtier-Allemont.

Les organisations suivantes ont également déposé leur cahier de doléances : C.G.T., Femmes de France, Syndicat des Employés de Préfecture, F.U.J.P., Invalides et Veuves de Guerre, Commerce et Artisanat.

Les communes suivantes n'ont pas envoyé de délégués mais ont envoyé leur cahier de doléances et de reconstruction : La Bâtie Montsaléon, Valserres, Femmes Françaises de St-Bonnet, St-Cyrice.

76 communes formant une population de 24.644 habitants, n'ont pas envoyé de délégués ni de cahiers de revendications.

A citer les cantons entiers de La Grave, Guillestre, Monêtier-les-Bains, Barcillonnette. Si on peut excuser les petits cantons, il est difficile d'en faire de même pour Guillestre.

En résumé, les délégués aux Etats Généraux représentaient effectivement une population de 76.398 habitants sur 101.042 (chiffre total de la population du département des Hautes-Alpes).

EXTRAITS DES RAPPORTS ÉCRITS

ST-JULIEN EN BEAUCHENE

La Radio ressemble trop à celle de Vichy.

BRIANÇON

Enseignement du second degré pour tous. Commission des bourses formée des représentants des pouvoirs publics mais aussi des membres de l'enseignement public, de délégués des organisations sociales du monde du travail et des classes moyennes, ainsi que des groupements de jeunes. — Centre de culture dans chaque ville. Maison de culture cantonale. Universités du peuple. — Le budget de l'Education Nationale devrait être au moins d'un sixième du budget total, comme sous le gouvernement de Jules Ferry. — Ecole pénétrée du sens de la vie réelle; contact organisé de l'enseignement avec les activités économiques modernes. — La jeunesse indigène doit jouir des mêmes avantages. Droit d'études en France.

Rémunération magistrats municipaux. Inéligibilité aux prochaines élections à tout administrateur du Gouvernement de Vichy.

Remise en état du viaduc de Bramafan. — Percement du tunnel du Lautaret pour une liaison permanente entre la région briançonnaise et Grenoble. — Reprise du projet de chemin de fer Briançon-Oulx (Italie).

Rectification des frontières (voir rapport Briançon).

Retraite digne aux vieux travailleurs. — Livret de caisse d'épargne aux prisonniers de guerre alimenté par les fonds prélevés sur la confiscation des produits illicites.

F.U.J.P.

Droit de vote à 18 ans accordé aussi aux militaires. Carte F.F.I. aux hommes et femmes ayant travaillé à la Libération. — Censure cinématographique sévère contre les films de nature à abêtir le peuple et abaisser sa moralité. — Service ménager obligatoire, de puériculture, droit familial secourisme. — Nationalisation des sanas. — Prêt aux jeunes ménages amortissable aux naissances. — Epuration dans les administrations par assemblée patriotique dans chaque service, en dehors des chefs de service. — Tirage de la presse proportionné aux lecteurs. — Droits égaux aux citoyens et citoyennes. — Commission de gestion auprès des intendants. — Pas de licenciement sans requête et assentiment de l'Inspecteur du Travail.

G. G. T.

Augmentation du salaire unique permettant à la femme de rester au foyer, si elle le désire. — Suppression des zones.

MONETIER-ALLEMONT

Les gradés qui n'ont pas suivi l'ordre de rejoindre le maquis doivent être ramenés au rang de soldats de deuxième classe.

LA BATIE-MONTSALEON

Alignement des prix industriels et agricoles. — Passage une ou deux fois par semaine, à l'intersection des routes Serres-Veynes-La Bâtie-Montsaléon des cars Nyons-Rosans-Gap.

BARATIER

Faire passer au premier plan la fabrication des clous pour ferrure hivernale des chevaux et bovins. — Le scandale du marché noir des avocats doit cesser.

VEYNES

Les municipalités doivent pouvoir prendre des mesures d'urgence de leur propre chef, quitte à en référer par la suite à la Préfecture. — Etablissement d'un casier civil pour chaque personne postulant pour une administration, armée y comprise. — Responsabilité effective du chef de l'Etat et des Ministres élus du peuple, responsables et révocables par lui.

L'ARGENTIERE

Nationalisation de l'usine d'aluminium. — Exploitation carrière d'ardoises avec le concours de l'Etat. — Installation à Puy-St-Vincent d'une station de sports d'hiver. — Amélioration des relations ferroviaires avec Gap. — Reconstruction rapide du viaduc de Bramafan.

LES ORRES

Monopole de l'enseignement. — Lancement de la station des sports d'hiver au Mélezet-les-Orres avec route d'accès vraiment carrossable.

CHAUFFAYER

Création d'industries familiales pour les longues périodes d'hiver. — Publication de tous les rôles d'impôts.

ASPRES-SUR-BUECH

Organisation des petites industries en entreprises communautaires. — Création d'écoles d'agriculture avec terrain d'expériences agricoles.

VAL DES PRES

Réduction des impôts pour les communes déshéritées. — Transformation progressive des

(A suivre)

Ce numéro est le DERNIER envoyé à TITRE GRACIEUX à MM. les maires non encore abonnés.

APPEL A LA POPULATION EN FAVEUR DE L'EMPRUNT

Vous n'ignorez pas que ce qui fait la valeur d'une marchandise, c'est sa rareté. L'argent obéit à cette loi économique.

Pour qu'une monnaie soit saine, il faut que les billets en circulation soient garantis par une contre-partie en or minimum. Or, la dette publique qui était de 1.445 milliards en 1939 est passée en 1944 à 1.850 milliards. Les frais de l'occupation, que nous venons de subir, se sont élevés, à eux seuls, à plus de 860 milliards.

La couverture-or, en 1944, **s'élève à 84.597** millions et le pourcentage de garantie par rapport aux billets en circulation ne serait que de 13,08 %. Il faut donc de toute nécessité résorber d'urgence la masse énorme de billets qui circulent actuellement.

Faute de quoi, l'avilissement de la monnaie risque de fausser les échanges économiques et de déterminer la hausse vertigineuse des prix. Le producteur, autant que le consommateur, seraient les premières victimes de cette angoissante situation.

Le Gouvernement de la Libération entend protéger de cette inflation, aux conséquences désastreuses, le Français soucieux du lendemain. Une solution facile eût consisté à estampiller les billets et à en réduire ensuite sensiblement la valeur. Il ne l'a pas voulu. Il préfère s'adresser au bon sens populaire et il lui demande de comprendre que l'intérêt de chacun consiste à mettre un terme immédiat à cet état de fait.

L'opération, d'ailleurs, ne constitue nullement un sacrifice pour le souscripteur. En effet, celui-ci échange des billets qui risquent de devenir improductifs contre de la rente française à 3 % d'intérêt. Il ne s'agit pas, vous le sentez bien, d'un emprunt destiné à alimenter les fonds de l'Etat. C'est une opération d'assainissement, une mesure de salut public, destinée à éviter l'inflation. L'allemand a laissé, au bout de 4 ans d'occupation, la marque de son néfaste génie : **la ruine et la désolation.**

Nos F.F.I., les armes à la main, leur poitrine généreusement offerte, ont libéré le pays !

Chaque français, par un geste pacifique, peut contribuer à chasser de la circulation monétaire ces mauvais billets qui sentent la honte de la défaite et de la trahison.

Notre peuple n'a pas manqué de comprendre tout cela puisque, succès sans précédent dans notre histoire monétaire, l'emprunt a déjà été couvert à 100 milliards, malgré les difficultés de l'émission, en cette période de guerre qui s'achève.

La Paix retrouvera la France debout, si nos soldats sont présents partout sur les champs de bataille, si son Franc, amenuisé peut-être, mais toujours vivant, est capable d'attester la vitalité de notre race laborieuse, prête à repartir vers la Prospérité.

Verser sa quote-part à l'emprunt, c'est donc un devoir auquel chaque français souscrit d'autant plus volontiers, que l'intérêt général rejoint, dans ce cas, l'intérêt particulier, presque égoïste, de chacun.

Si ce dernier et seul mobile nous guidait, d'ailleurs, l'emprunt ne serait qu'un succès. Mais le Général de Gaulle l'a dit : « Je veux un triomphe ! ». Un triomphe, habitants des Hautes-Alpes, parce que le Gouvernement de la Résistance ne fait pas les choses à demi; parce qu'il magnifie tout ce qu'il entreprend; qu'avec son peuple tout entier, il estime d'ailleurs qu'après notre défaite retentissante de 1939, nous devons habituer le Monde à plus encore qu'à de simples succès : à de retentissants triomphes, parce que des triomphes Français.

Signé par :

M. le Préfet des Hautes-Alpes; le Président du Comité de Libération; Mgr l'Evêque de Gap; M. le Pasteur, président du Consistoire des H.-A.; M. le Président de la Chambre de Commerce; M. le Président de la Chambre d'Agriculture; M. le Président de la Chambre des Métiers; M. le Directeur des Services Agricoles; M. le Président de l'Union des Syndicats Paysans.

ON VOUDRAIT SAVOIR...

D. — Les Comités Patriotiques resteront-ils en fonction après les élections ?

R. — Oui, ils resteront en fonction tant que le programme de la Résistance ne sera pas réalisé.

D. — Les Comités Patriotiques ne devraient-ils pas disposer d'un sceau ?

R. — Oui, il est nécessaire que les Comités Patriotiques disposent d'un sceau, tampon pour mettre sur leurs courriers.

D. — Les membres d'un Comité Patriotique ne devraient-ils pas être porteurs d'une carte mentionnant leur qualité ?

R. — Ce serait utile. Nous allons étudier cette question au C.D.L.

D. — Ne pourraient-ils pas avoir le droit de perquisition, réquisition, arrestation ?

R. — Pour toutes ces opérations, laissons-en le soin aux Forces de Police qui sont seules légales.

D. — Ayant lu dans la presse que les Gardes Civiques Républicaines sont en action dans certaines régions, dans les Alpes, les Comités Patriotiques peuvent-ils les utiliser ?

R. — Les Forces Civiques et Républicaines, expression de la nation armée, doivent être utilisées par les Comités Patriotiques chaque fois qu'il est nécessaire.

D. — Les Gardes Civiques et Républicaines ont-elles droit au port d'armes ?

R. — Le C.N.R. est déjà intervenu auprès du Gouvernement pour l'armement des Gardes Civiques et Républicaines.

D. — Sont-elles tenues à la prestation de Serment ? — Comment subvenir à leurs besoins pendant les opérations ? — Comment payer leurs frais de mission ?

R. — L'étude du statut complet des Gardes Civiques est à l'étude.

D. — Dans les localités, peut-on rétablir l'éclairage public ?

R. — Cela est du ressort des autorités militaires et de la défense passive.

Le coin de l'administrateur

///

ABONNEMENTS. — Cette semaine encore, un réel effort a été fait pour les abonnements.

Il faut continuer et accélérer la propagande en faveur de ces abonnements. Pour cela, que les membres des Comités Patriotiques cherchent à domicile, chez les résistants et sympathisants de leur commune.

N'oubliez pas qu'un journal ne vit que par ses abonnements.

Parmi les communes qui ont fait un effort cette semaine citons : Montgardin, 12; St-André d'Embrun; Tallard, 11; St-Disdier; Montdauphin, 9; Les Orres, 8; St-André de Rosans; La Cluse en Dévoluy; La Grave; Clémence d'Ambel, 7; Vallouise; Veynes, 6; Lardier; Trescléoux, 3; etc...

Citons en exemple la petite commune des Orres, près d'Embrun, qui a déjà récolté 24 abonnements.

VENTE AU NUMERO. — Les communes importantes du département doivent, au plus vite, organiser par l'intermédiaire des Comités Patriotiques, des équipes de vendeurs qui sauront passer à domicile, dans les cafés, à la sortie des usines, des cinémas, pour vendre activement « L'Union ».

Nous donnerons, la semaine prochaine, des nouvelles sur l'organisation de ces équipes de vendeurs. Donc, au travail et à l'organisation !

ENVOI DE FONDS. — Pour simplifier notre comptabilité, veuillez tous noter d'envoyer les fonds uniquement à « L'Union », C.D.L., Gap, C./C. Postal 306-66 Marseille. Que les Comités Patriotiques qui reçoivent régulièrement depuis le numéro 1 les numéros de « L'Union » en 5, 10, 15 ou 50 exemplaires, veuillent bien régler de suite tous ces journaux, à raison de 1 fr. le numéro.

Dans toutes vos réunions de Comités Patriotiques, des municipalités, vos réunions publiques, faites un effort de propagande pour « L'Union »; cherchez des abonnements; vendez le journal; collectez pour la propagande de « L'Union ».

G. R.

Etude de Me Pierre CHAUVET, licencié en droit, notaire à Gap, 13, rue de France.

Première insertion

Suivant acte reçu par Me CHAUVET, le 29 novembre 1944, enregistré à Gap, le 5 décembre 1944, folio 90, N° 639, M. Alexandre GUIBERT et Mme Denise CORDIER, son épouse, demeurant à Gap, ont vendu à M. MARTIN-BERTHOLE Joseph et Mme Renée GIVAUDAN, son épouse, demeurent à Gap, le fonds de commerce de boucherie-triperie dit « Boucherie Centrale », exploité à Gap, 11, place Jean-Marcellin.

Oppositions jusqu'au 20e jour après la seconde publication, à Gap, en l'étude de Me CHAUVET.

Pour première insertion :
Pierre CHAUVET, Notaire.

CALENDRIER ALPIN POUR 1945

Illustré de nombreuses vues des Alpes en couleurs

Tarifs postaux. — Foires de l'année
Proverbes du terroir
Calendriers-blocs pour 1945 et 1946

PRIX : 35 francs

Envoi recommandé par l'Imprimerie Louis-JEAN — GAP, contre 20 francs en mandat-poste ou chèque postal Marseille 25.15.
Contre remboursement : 23 francs

Etudes de Maîtres VIANEY-LIAUD et ROUGON, notaires à Gap.

Suivant acte reçu par Maîtres VIANEY-LIAUD et ROUGON, Notaires à Gap, le 23 novembre 1944, M. Auguste AMAR, de Gap, a donné à bail à Mme Jeannine DAVIN, épouse de M. François ERNY, directeur d'usine à Savines, les éléments incorporels d'un fonds de commerce de fabricant de bonnetterie et de vente en gros d'objets de bonnetterie, ainsi que le commerce en gros de mercerie qu'il exploite à Gap, rue des Remparts.

La présente insertion est faite pour prévenir les fournisseurs et autres créanciers éventuels de la locataire qu'ils n'auront pas d'action contre le propriétaire du fonds.

GAP — Imprimerie Louis JEAN
Le gérant : Pelissier Firmin, dit Edmond.
« L'UNION » a été exécuté par des ouvriers syndiqués.

Fol fpn 185

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
PROPRIÉTÉ PUBLIQUE
HAUTES-ALPES

Le Maquisard

Organe mensuel
de l'Association Départementale
des Anciens du Maquis et la Résistance
des Hautes-Alpes

Directeur-Gérant : Henry BAUDEL dit « Capitaine Conan »
Rédacteur en Chef : Raymond JAUSSAUD dit « Huon Desroches ».
PRIX : 5 FRANCS.

Première Année — N° 2
FEVRIER 1945

EN GUISE D'EDITORIAL

Notre Insigne

Nous en devons le dessin à l'heureuse inspiration de notre ami, l'artiste-sculpteur Granet, qui a bien voulu accepter d'autre part d'illustrer notre journal et l'a fait déjà si bien, de sa plume si délicate et si sûre.

Cette synthèse allégorique et parfaitement stylisée matérialise trois idées essentielles : celles de la République avec ses trois couleurs, de la Résistance avec la Croix de Lorraine et le « V », enfin, de notre Association avec ses initiales.



Les trois couleurs françaises... c'est-à-dire le symbole des luttes soutenues par nos Aînés de 1789, de 1848, combattants des armées comme des barricades.

La Croix de Lorraine et le « V »... c'est-à-dire l'esprit résistant de 1940 du peuple de France, jaloux de ses libertés et décidé à les défendre jusqu'à l'extrême limite de ses forces.

Les trois initiales A.M.R. (Anciens du Maquis et de la Résistance)... c'est-à-dire le regroupement de tous ceux qui, dans la clandestinité, luttèrent si vaillamment pour délivrer la Patrie occupée et qui, maintenant, la liberté recouvrée, pourront se reconnaître au grand jour.

Nous sommes persuadés que tous nos camarades seront fiers d'arborer cet insigne qui les désignera comme des artisans de la Victoire, comme de glorieux soldats de la Libération de notre cher Pays.

Henry BAUDEL,
Président
de l'Association Départementale
des Anciens du Maquis
et de la Résistance.

Une grande Alliée ... L'U.R.S.S.

A de très nombreux indices, il est aisé de constater que l'opinion du peuple français sur l'Union Soviétique s'est modifiée profondément ces dernières années.

On l'avait abreuvée de mensonges et de calomnies pendant plus de vingt ans. Les trusts mondiaux dominaient la presse de tous les pays. Les journaux qu'ils contrôlaient répandaient contre l'U.R.S.S. les inventions les plus révoltantes, les plus absurdes, les plus déformatrices de la vérité. Partout l'Union Soviétique était représentée comme un pays en proie au désordre, à l'anarchie sanglante, à la terreur, à l'ignorance, à la barbarie, à la régression sauvage.

Mais la guerre est venue, et aujourd'hui les exploits de l'Armée Rouge ont dissipé toutes ces fumées, toutes ces nuées.

Aujourd'hui, que les Berlinois entendent les canons du Maréchal Joukof, que la région industrielle de Silésie cède sous les coups formidables du Maréchal Koniev, une chose est claire, c'est que la défaite de « l'invincible » armée allemande est désormais assurée.

On peut mesurer maintenant la sottise des détracteurs de l'Armée Rouge qui déclaraient, sans rire, qu'elle n'avait aucune valeur militaire.

L'Armée Rouge, commandée par un Chef génial, le Maréchal Staline a remporté des victoires sans précédent dans l'histoire des guerres. Elle a poursuivi son offensive presque ininterrompue depuis Stalingrad, contre le gros des forces allemandes, 220 à 250 divisions toujours massées à l'Est. L'Armée Rouge a entièrement libéré le territoire soviétique. Elle a contraint à la capitulation la Finlande, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, qui ont tourné leurs armées contre l'Allemagne, leur ancienne alliée. Elle a contribué aux succès de l'Armée Nationale libératrice de Yougoslavie, commandée par le Maréchal Tito. Les troupes soviétiques liquident ce qui reste des troupes allemandes en Prusse Orientale. L'Armée Rouge, aidée par la 1re Armée Polonaise du gouvernement de Lublin, libère la Pologne martyre.

Dans des combats titanesques qui ont marqué la supériorité écrasante de l'Armée Rouge, la stratégie stalinienne a fait ses preuves. Stratégie basée sur la confiance dans les masses, sur leur esprit d'initiative, sur l'assimilation par les masses de la technique militaire... et jamais on n'a vu une union plus étroite entre l'armée et le peuple que celle qui existe entre l'Armée Rouge et le peuple soviétique.

Le triomphe de l'armée de masses a marqué l'échec de la « guerre-éclair » selon la formule hitlérienne, ainsi que l'a souligné le Général Juin, dans son interview à Paris-Presse le 5 janvier. Parlant de l'Armée Rouge, le Chef de l'Etat-Major de la Défense Nationale a déclaré :

« La supériorité, la puissance « d'organisation du Commande- « ment soviétique éclatent dans le « sentiment des masses que ma- « nœuvre Staline. Aucun pays au « monde n'a jamais mis en jeu « comme lui un tel nombre de « grandes unités dotées d'un ma- « tériel de qualité... A noter qu'à « cette échelle titanesque l'emploi « combiné de différentes armes, où « les Russes sont passés maîtres, « a fonctionné avec une précision « d'horlogerie du haut en bas de « l'échelle. »

Quant aux partisans et partisanes soviétiques ils ont montré aux soldats hitlériens ce que peut un peuple décidé à se libérer et leur exemple a grandement contribué au développement des F.T.P.F. et de tous les groupes armés en France.

Jamais un peuple n'avait donné des preuves aussi éclatantes de ferme que le peuple soviétique. Jamais un peuple n'a manifesté autant de preuves d'attachement au régime qu'il s'est donné.

Rien ne pourra détourner le peuple de France de la traditionnelle amitié franco-russe qui est le fondement essentiel de l'indépendance et de la grandeur française. Nous sommes reconnaissants au Général de Gaulle d'avoir sanctionné cette amitié par un acte important, la signature du pacte d'alliance franco-soviétique. Nous sommes reconnaissants au Gouvernement de Moscou d'avoir permis à notre pays, par la signature de ce pacte, de reprendre sa place de grande Nation. Place que la France n'aurait jamais dû perdre, si une poignée d'espions hitlériens n'avaient trouvé, dans ce pays, les complicités honteuses de misérables qui préféraient l'infâme souillure nazie à l'alliance avec la plus grande démocratie d'Europe, l'Union Soviétique. Oui, mais voilà ! ce grand pays était aussi le pays du socialisme triomphant.

Mais, si grâce à un tel pacte notre pays reprend une place d'honneur dans le concert des Nations Unies, cela pose pour notre peuple un certain nombre de devoirs. Le tout premier étant celui de notre participation, sans cesse plus grande, à l'effort de guerre des pays qui se battent pour l'écrasement définitif de la bête hitlérienne.

Que l'exemple de l'admirable peuple soviétique nous anime. A l'héroïsme du soldat sur le Front doit répondre l'abnégation de l'ouvrier à l'usine et du paysan sur son champ.

Le peuple soviétique a souffert pendant quatre années avec un stoïcisme que n'atteignit jamais aucun autre peuple. Il a eu faim, il a eu froid, il a subi toutes les privations, il a été au devant de la mort, tout cela pour conserver la Patrie qu'il avait construite de ses mains et à laquelle il tenait par dessus tout puisqu'il ne recule devant aucun sacrifice pour la défendre.

On ne dira jamais assez l'étendue des sacrifices sans fin de nos camarades soviétiques. On ne soulignera jamais assez l'indomptable héroïsme de leur armée populaire et celui de leurs partisans à l'arrière. Leurs soldats sont tombés par millions sur le champ de bataille. Leurs ouvriers, leurs paysans, leurs enfants, leurs femmes ont été assassinés par les hitlériens, entraînés hors de leurs demeures et de leur pays, déportés à travers l'Europe entière. Leur sol a été dévasté, leurs villes rasées, leurs villages brûlés, leurs industries anéanties, leur terre écorchée. Sur des millions d'hectares ce ne sont que cendres et que ruines désolées.

Nul autre allié ne peut comparer ses pertes, si élevées qu'elles puissent être, à celles de l'Union Soviétique. Sans doute, notre affectueuse reconnaissance va à tous les combattants des pays alliés, à ces jeunes héros anglais, américains, canadiens, dont les milliers de tombes jalonnent la voie douloureuse qui a conduit à la Libération presque totale de notre territoire. Nous savons aussi les magnifiques sacrifices de ces soldats français venus d'Afrique et de Corse participer à la Libération de la mère-patrie aux côtés des *héroïques combattants* des F.F.I., soutenus par l'insurrection nationale de notre peuple. Mais nous connaissons la haute valeur de travail, de moralité, d'humanité supérieure que représentait chacun des ouvriers, des paysans et des intellectuels soviétiques tombés pour « assurer à notre pays la chance de se relever ».

Et nous demandons à chaque Français de ne jamais oublier. Nous demandons à nos compatriotes de réfléchir à la vraie sainteté du sacrifice de ces milliers d'êtres humains supérieurs, qui se firent tuer pour défendre leur pays et pour libérer le nôtre. Et nous espérons que maintenant, en France, on fermera l'oreille aux ignobles campagnes qui, dans le passé, tentèrent de dresser notre peuple contre l'Union Soviétique.

C. JULLIAN,
Secrétaire Régional
des Hautes-Alpes
du Parti Communiste Français.

Les Résistants à l'Honneur

Nous avons appris avec la plus grande et la plus sincère satisfaction la nomination dans l'Ordre de la Légion d'Honneur de nos camarades : le Colonel **Hermine**, les Capitaines **Legier-Bruno** et **Raymond Ribaud**, tous trois membres de notre Association.

Félicitations.

A titre posthume
la Croix de la Légion d'Honneur
a été attribuée
au **Capitaine BALMENS**,
Président « in memoriam »
de l'Association
et au **Lieutenant RADIUS**
fusillés tous deux par les Allemands.

Que cette marque de reconnaissance donnée à eux par le Gouvernement Français soit un adoucissement à la grande peine de leur famille !

CE SONT CEUX DU MAQUIS, CEUX DE LA RESISTANCE...



AU SOUVENIR IMPERISSABLE DE NOS MORTS

René MOURENAS

(Juillet 1920 - Juin 1944)

Comme la plupart des braves et des héros, il ne peut être connu que dans la mesure où ses amis le font connaître, car toute son action, qu'il mena simplement, fut discrète, il n'en retira aucune vanité.

Plombier-zingueur à Valence, il est désigné comme ouvrier spécialiste, aux premiers temps de la Relève; la terrible loi de la déportation le frappe donc et les sanctions pour les défaillants sont des plus sévères; mais il n'hésite pas à quitter Valence et rejoint sa famille à Saint-Firmin, où il travaille pendant deux mois comme artisan; il est artiste et façonne des chefs-d'œuvre de ses mains : le bois et le cuivre sont changés par lui en véritables merveilles, que conservent précieusement ceux qui le chérissaient.

Une deuxième convocation le touche, avec le départ de la classe 40. La chasse aux « réfractaires » s'organise. Il est contraint de se « camoufler ». Dans la maison qui l'accueille, où il restera plusieurs mois, il fait partie de la famille, tant il sait gagner l'affection de tous.

A l'automne, il est affecté comme bûcheron dans une entreprise forestière alpine. La perspective d'une vie plus tranquille s'offre à lui, mais sa décision est vite prise. Aussi mettra-t-il tout son cœur et toutes ses forces au service de la Résistance, au service de la Vraie France. Je dis : tout son cœur, car je n'ai pas trouvé parmi ses camarades quelqu'un d'aussi bon, d'aussi délicat, d'aussi dévoué; enthousiaste et désintéressé, il mène son action de « résistant » parce que « c'est bien », parce que « c'est beau ».

Il ne ménage pas ses forces; quoique la marche le fatigue énormément, il part à l'aube, à bicyclette, via de Gap à Baratier; de là, il monte à 2.800 ou 3.000 mètres, dans la montagne : il porte aux gars qui sont là-haut les plus attendus et revient le soir même, harassé, mais prêt à recommencer le lendemain, si le Chef le juge nécessaire.

A Noël, son jeune frère est pris dans la rafle de Saint-Firmin. Après un séjour aux Beaumettes, il est déporté vers l'Allemagne. Il réussit à quitter le convoi : l'ardeur de son grand-frère est décuplée.

Ses plus belles actions, je ne les connais pas, tant il s'est peu vanté d'ordre : Silence. J'ai su pourtant qu'un soir, à la tombée de la nuit, il passa devant la caserne Reynier et la villa Gestapo, portant deux fusils sur l'épaule et deux cartouchières gonflées de balles, n'ayant pour se dissimuler que le calot et la vareuse d'un alsacien dont il venait de faciliter l'évasion... que de fois, il se glissa au long des chemins détournés, parmi les champs et les prés, au travers des barrages boches, le sac bourré de munitions !

Quand il vint m'embrasser, au soir du 5 Juin, de grosses gouttes de sueur coulaient sur son visage fatigué. Il s'était démené toute la journée pour porter ça et là des consignes... L'heure du couvre-feu était là, peu lui importe, Il me dit : « Je pars... Je rejoins mon Secteur, dans le Champsaur ».

Le débarquement allié eut lieu. J'eus pu me tranquilliser : « Ouf ! ils ne l'auront pas eu. Le voilà maintenant..... en lieu sûr ». Et cette nuit même, il tombait en un piège, aux environs du Col de Manse.

Transféré à la caserne Desmichels, il passe une quinzaine en un cachot sombre et humide. Malgré les souffrances endurées il garde une confiance inébranlable et trouve des paroles de réconfort pour ceux qui l'aime.

Le 19 Juin, il est fusillé, sur les bords de la Luye, avec quatre patriotes. Il abandonne ainsi sa jeunesse et ses beaux projets, tout son avenir. Je suis sûr que, par delà le sinistre peloton d'exécution, son regard a dû se fixer sur un coin de ciel bleu et que, dans une dernière prière, il a désiré pour ses chers parents, tout ce que peut désirer pour eux, en pareille circonstance, un fils aimant. Je suis sûr qu'il a désiré pour ses frères d'armes de demeurer unis, pour conserver leur force, pour assurer la grandeur de la Patrie française, de cette patrie pour laquelle il donnait si généreusement sa vie.

Cher petit René, je voudrais que ces quelques mots maladroits te fassent un peu plus connaître et mieux aimer de tous, comme tu le mérites. Pour moi, tu es toujours là... Il me suffit de penser à toi pour prendre du courage et conserver mon espérance.

Un de ses camarades.

NUIT CALME

Communiqué :

Sur le front des Alpes, nuit calme.

— Simple activité de patrouilles.

Ils s'en vont dans la nuit, dans la bise, la neige, chargés, courbés, gelés;
Parfois jurant tout bas contre l'hiver, la guerre et le triste cortège des maux habituels.
On ne tolère pas même une cigarette :
Ce face, sur les crêtes, une patrouille est là, peut-être, qui les guette.
Une lueur, un bruit ?... La mitrailleuse est prête à cracher aussitôt sa rafale de mort.
Ils vont sans bruit, sans trêve. On les attend au fort...
Un fort ?
Une ruine où, malgré la mitraille,
Les bombes, les shrapnels, le froid qui les assaille, malgré la faim, surtout, qui leur tord les entrailles,
Trente gars de chez nous tiennent depuis trois jours,
Sans feu, ni soupe chaude, isolés, sans secours.
Il faut que cette nuit les patrouilles parviennent
A les joindre à tout prix. En attendant, ils tiennent.
La relève qui monte approche à découvert
D'un petit bois de pins et craint une embuscade.
La veille, en cet endroit, les « uniformes verts ».
Par surprise, on tué de vaillants camarades.
On se couche, on attend. Trois hommes vont devant,
Pénètrent dans le bois et font signe : En avant !
L'enfer, à cet instant, ouvre sa gueule immense.
Une mine perfide, éclatant sous les pas,
Emplit d'un coup la nuit de lueurs et fracas
Et quand l'obscurité ramène le silence,
Les petits gars de France
Ont connu le trépas.

Dans le bal clandestin, on sable le champagne
Pour fêter l'an nouveau.
Le jazz nègre accompagne
Une valse exotique et de lestes propos. Un danseur fatigué regarde les journaux :
« Sur les Alpes, nuit calme »... et dit à sa compagne :
« Ils ne louteint plus rien, nos bleus, dans la moptagne ».

R. D. (6 janvier 1945).

Prélude à la Libération de Gap

..... Les quelque cent cinquante gars partis du village de Saint-Laurent à minuit le 19 Août défilent dans le plus complet silence en deux colonnes séparées par la largeur de la route. La nuit est très noire, malgré le ciel constellé d'innombrables étoiles. Seul le martèlement mat des chaussures sur le bitume trouble la paix nocturne. Qui oserait penser qu'une longue file « terrestres » (sic) égrène mystérieusement sa double colonne sur une route champsaurine et s'apprête à mettre le feu aux poudres !...

Nous coupons la route nationale 85 au niveau de l'Oratoire de Brutinel et c'est la montée pénible et aveugle qui commence par les chemins creux et les guérets, par les bois et les cassés où les chûtes sont si fréquentes. Nous adoptons alors la formation en une colonne unique. Les hommes trébuchent sur les cailloux, glissent sur les herbes rases des « serres » et la longue chenille s'allonge, se distend, se fractionne... Pourquoi nous fait-on suivre ce bizarre itinéraire ? Uniquement pour éviter que le poste allemand du Col Bayard ne nous repère et ne donne l'alerte à Gap. La montée est longue, longue, interminable. Les respirations s'activent et malgré les chemises largement ouvertes les torses sont ruisselants sous le poids des sacs, des munitions et des armes... Soudain, alerte !... Un coup de feu retentit, véritable explosion dans cette nuit si calme. Arrêt ... Perturbation ...Nervosité ...Chuchotements étouffés..... Puis tout redevient normal. La colonne s'ébranle à nouveau. Nous saurons plus tard qu'il s'agissait d'un coup de mitrailllette parti accidentellement Le silence devient de plus en plus profond... Je suis émerveillé de la sûreté avec laquelle nos guides d'occasion (des gens du pays échelonnés tous les kilomètres) nous conduisent à travers ce labyrinthe obscur de sentiers et de ravins, de forêts et d'éboulis. La montée devient très pénible, l'allure se ralentit progressivement. Enfin une bienheureuse halte nous permet de reprendre haleine et d'échanger à voix basse quelques brèves paroles. « Surtout pas de cigarettes » fait-on circuler. A la faveur de cette courte pause je puis repérer la masse rugueuse et imposante de l'Aiguille qui se dresse à notre droite; très loin sur la gauche, quelques minuscules lumières scintillent en tremblant : sans doute s'agit-il du village d'Ancelle. La longue ascension a duré plus de 4 h. 30. Vers 5 h. du matin le col de Gleize est signalé; la marche s'accélère. On sent que les gars pressés d'arriver au col ont hâte d'en finir avec cette épuisante escalade. Enfin, nous atteignons la route du col et maintenant la marche devient aisée, presque agréable. A Gleize, longue pause... on peut enfin s'étaler sur l'herbe douce humectée de rosée. Un quart d'heure bien vite s'écoule et le signal du départ est donné. Les consignes de silence sont moins impératives, nous fréquentes

aussi; les langues se délient et semblent vouloir se rattraper du long mutisme qui leur a été imposé.....

La campagne blanchit, les sommets peu à peu précisent leurs contours, les teintes s'avivent et se différencient et c'est la longue descente dans les cailloux vers le village de Rabou. Elle n'est pas meilleure que la montée : les aiguilles le savent; malgré les chevilles fréquemment tordues qui se fatiguent douloureusement la marche paraît moins dure et les sous moins lourds. Les cailloux détachés roulent continuellement au fond du ravin, réveillant d'innombrables échos aux creux des rochers. Enfin, c'est l'aurore, l'aurore délicat et rose incendiant les sommets; et avec lui nous voyons apparaître le petit village de Rabou, à 7 heures du matin... la descente n'a pas duré moins de 2 heures ! Un casse-croûte fragal que nous croquons lentement à demi-couchés dans la paille soupte d'une grange permet à nos estomacs creux et à nos membres de récupérer. Puis c'est le divin assoupissement et le sommeil profond qui suivent l'ultime effort. La grange s'emplit de sonores ronflements. Malheureusement le repos réparateur ne durera pas longtemps. A 11 h., c'est le branle-bas de combat. On « décroche » ... pour quelle destination ?... les hommes n'en savent rien encore. Les Chefs ont gardé jusqu'à maintenant le plus grand secret sur la raison de cette « sortie ». Mais le bruit court que cette fois c'est pour Gap. Il était primitivement question d'occroche un convoi à La Freissinouse... Les gars se sentent pleins de joie et le manifestent bruyamment. L'ordre de départ est donné et la lente ascension de la brèche de Charance du côté ouest commence en plein midi sous un soleil de feu. La montée est extrêmement dure et les arrêts sont fréquents. Enfin, vers 15 h.. Gap, dans son écrin de verdure, nous apparaît à travers la brèche. Au cours d'une dernière halte prise à la terrasse méticuleusement aménagée en croquant quelques morceaux de sucre que l..... dans sa prévoyance destinait depuis de longs jours à cet ultime effort. La gourde d'eau-de-vie du Capitaine passe de main en main et revigore les plus las. Dissimulés derrière les rochers que les connaissons pour les avoir escaladés souvents fois aux temps heureux, ce n'est pas sans une joie profonde que nous rangeons ce noms gays qanot que nous avons quitté depuis des semaines et depuis des mois pour vivre dans la clandestinité.....

..... Le Capitaine nous explique la raison tactique du pilonnage américain de la colline de Puymaure; il s'agit d'une part de désorganiser le poste de défense qui s'y trouve et d'autre part de masquer notre descente sur Gap aux yeux des observateurs allemands.

..... Les hardardeuses que nous avions laissés derrière nous, échelonnés le long de l'abrupte pente sont enfin arrivés et nous pouvons à notre pouvoir descendre. Tant pis s'ils n'ont pas le temps de se reposer, nous ne pouvons pas attendre plus longtemps. Sous les ordres des sous-officiers les groupes de combat sont rapidement constitués et c'est l'arme à la main, le dos courbé et au pas de gymnastique que nous franchissons la brèche groupe par groupe.

L'aventure commence !.....

JAMES (dit Diems).

N. D. L. R. — L'auteur ne prétend pas donner ici une vue d'ensemble des opérations préliminaires à la prise de Gap. Jeune maquisard d'un groupement quelconque, il ne veut que nous livrer des extraits de son « Journal de route » et nous dire la petite part, tout simplement, mais la part tout de même qu'il a prise à la délivrance de notre chef-lieu.



L'ANTI-EXCLUSIVISME DE PEGUY

par Romain Rolland

La mort de Romain Rolland a frappé la France entière comme un deuil national. Il nous a semblé qu'il n'était point trop tard pour rendre hommage au grand écrivain que fut l'auteur de « Jean-Christophe », en publiant un extrait de l'ouvrage sur Charles Péguy qu'il se proposait de donner chez Albin Michel, comme un témoignage de vérité sur un autre grand écrivain, si souvent déformé pour les besoins de causes intéressées.

Le coup de tonnerre de 1940 qui, en quelques jours, a bouleversé le cours de l'histoire en labourant la terre et l'esprit de la France, a fait ressurgir Péguy dans une lumière éclatante. Il a fait figure de prophète, clamant dans le désert la ruine qui venait sur Jérusalem, mais en même temps l'espérance inébranlable dans la Nouvelle Alliance, après le dur rachat par les peines vaillamment supportées.

Après avoir dit le chemin parcouru par Péguy entre « l'agonie de pensée de 1900 », hantée par la vision de « la mort de l'humanité » et « la grande paix, l'immense paix » des lettres de guerre d'Août 1914 », Romain Rolland ne se montre pas surpris de ce que la jeunesse catholique française des années de la Grande Captivité l'ait revendiqué comme son maître et son soutien, presque comme son saint... Mais dit-il :

« Qu'on ne cherche donc a l'annexer à aucun Ordre, à aucune Ligue ! Il a passé condamnation formelle sur toutes les Ligues :

— « Ces partisans de l'ancienne France font figure de lilliputiens. Ils se sont fait une mentalité de ligueurs oubliant que la Ligue n'était sans doute point une institution de la royauté mais qu'elle était une maladie au contraire, et l'annonce, et l'amorce des temps futurs, le commencement de l'intrigue et de la foule, et de la délégation, et du nombre, et du suffrage, et d'on ne sait déjà quelle démocratie parlementaire..... » (*L'Argent*, p. 42).

Attribuer à ce grand Chrétien un exclusivisme chrétien, c'est méconnaitre l'espace même de l'œuvre de sa vie, la force originale et vigoureuse de la communauté morale qu'il fonda, dans ses « Cahiers » et dont il a donné lui-même une définition franche, rude et sans réplique : « Par une longue patience nous avons constitué, peu à peu, sans engager personne, une société d'un mode incontestablement nouveau, une sorte de foyer, une société naturellement libre de toute liberté, une sorte de famille d'esprits. Nullement un groupe, comme ils disent : cette horreur; mais littéralement ce qu'il y a jamais eu de plus beau au monde : une amitié et une cité...

Nos Cahiers se sont peu à peu formés comme un lien commun de tous ceux qui ne trichent pas. Nous sommes ici des catholiques qui ne trichent pas, des protestants qui ne trichent pas, des juifs qui ne trichent pas, des libre-penseurs qui ne trichent pas. C'est pour ça que nous sommes si peu de catholiques, si peu de protestants, si peu de juifs, si peu de libre-penseurs. Et en tout, si peu de monde. Et nous avons contre nous les catholiques qui trichent, les protestants qui trichent, les juifs qui trichent, les libre-penseurs qui trichent. Et ça fait beaucoup de monde... »

Nous sommes loin du christianisme de caste de ces jeunes partisans. Mais ils ne sont pas les seuls à dire : « Ce Péguy est à moi ! » Nous avons vu presque tous les amis de Péguy, même les plus généreux, les plus intimes, tendre involontairement à le ramener à leur mesure, à leurs besoins. « Notre Péguy ».... Il n'est pas *nôtre*, il est *à soi*.

Mais le comble de l'audace dans l'annexionisme sans scrupules, aux passions et aux intérêts de parti a été, en ces années de réaction, que des antisémites notoires aient tenté de s'en emparer. Or, si Péguy est resté fidèle jusqu'au dernier jour à des sympathies — on pourrait presque dire : à des préférences — ça été à son penchant déclaré pour les Juifs. Il l'affichait. Il revendiquait avec respect, avec tendresse ses grande amitiés juives : Bernard-Lazare, Marix, Bergson. Johannet, qui n'était point suspect de patiger son goût, observait sans plaisir qu'aux Cahiers « il circulait un air juif ». « C'est l'argent juif, dit Johannet, qui a payé les éditions des poèmes catholiques d'Eve et des Tapisseries. J'ai entendu moi-même Péguy se vanter du soutien de Rothschild pour la diffusion de ses Cahiers d'Orient. »

Rien ne dépeint plus au naturel l'affectueuse bonhomie et la largeur du Christianisme de Péguy que l'allégre rêve qu'il racontait à son ami juif Pierre Marcel dans une lettre du 18 septembre 1911 :

« J'ai rêvé que nous étions morts. Jamais nous n'avions été si heureux. Une grande quantité de questions qui nous embarassaient étaient tout d'un coup « solutionnées ». Jamais nous n'avions été aussi libres. Nous marchions, X..... (un autre juif), toi et moi, comme dans une campagne. L'air était vif et léger. Nous allions le nez en l'air.... A ce moment, vous fites mine de me quitter. Je vous dis : « Où allez-vous ? » Vous avez éclaté de rire et vous avez dit : « Eh ! bien, nous rentrons dans le sein d'Abraham ». Je haussai les épaules et je vous dis : « Mais non, voyons donc dans le Paradis, on rigole davantage ». Et vous vîntes ».

..... Ce qui fonde ces amitiés et les maintient, c'est leur commune loyauté, la fidélité de chacun des compagnons à ce qu'il croit: « Croire à ce qu'on croit. Ne pas tricher ».

C'est le mot d'ordre !.... « Une fidélité entière, c'est l'amitié française même » (Lettre de Péguy à Romain Rolland, le 2 août 1912).

UN POÈME DE DANIELLE TORLESQUES

LA NUIT

A Monsieur Henry Baudel.

La nuit a jeté son voile de gaze sombre
Qui, sur la campagne, projette son ombre.
Dans son parterre fleurit (sic) *d'étoiles, la lune luit.*
Cette lanterne de la nuit, elle est fière,
Elle éclaire les plus petits brins de bruyère.
Des recoins de la campagne, il ne sort aucun bruit;
Toutes les petites plantes sont endormies;
Dans leur foyer les oiseaux prient...

Les oiseaux de nuit font entendre leur (sic) *lugubres refrains*
Et ils se cachent, quand vient le matin.

N.D.L.R. — Danielle Torlesques est une petite Savoyarde de huit ans. Qui fait des vers. Et des vers, qui, s'ils n'ont pas encore la sûreté, le fini que donnent l'âge et l'expérience de l'art, témoignent cependant que leur auteur possède la Poésie. C'est pour cela que nous avons voulu vous les faire lire.

LES LIVRES

IMAGES DU MAQUIS, par Madame Lagier-Bruno. Editions Ophrys, Louis Jean, Gap.

C'est un beau livre que ces « Images du Maquis » que nous offre Madame Lagier-Bruno (Premier Prix Gustave Doré 1927).

Vingt fusains originaux au souvenir glorieux des petits gars du Maquis, débordants de jeunesse, d'allant, comme ceux de la « Patrouille » qui ouvrent l'album, ou cette « Embuscade » tendue par cinq « terroristes » mal vêtus, mal armés, inexpérimentés, et faisant le coup de feu contre le boche qu'ils ont surpris. L'on ressent ailleurs la nostalgie partagée par les « maquisards » de la « Veillée », la douleur qui courbe le front d'« quatre camarades qui portent un des leurs, mort au combat, en un coin de terre qui gardera son dernier sommeil... Madame Lagier-Bruno nous fait passer par toute la gamme de sentiments qu'éprouvèrent les jeunes rebelles à la Kollaboration. C'est leur vie que nous vivons un instant, toute leur vie, dans ses détails les plus menus jusqu'à ce dernier dessin, plein de grandeur et de promesses, qui représente un défilé victorieux de « Fi-Fi », sur lequel flottent les trois couleurs retrouvées et comme rajeunies d'être brandies par de tout jeunes hommes, ces proscrits de longs mois pour qui le jour se lève enfin.....

Quelques poèmes, seulement hon et fort les hautes pentes alpines, nous conduisent des temps du S.T.O., de la Relève et de la Déportation jusqu'à ceux de la Délivrance, en passant par ceux des coups durs et de la guérilla, des parachutages et de la guerre, où l'on trouvait tout de même le temps, parfois, dans la grisonnante vieux d'un chalet, d'évoquer le « bon temps »..... Ces poèmes sont de M. C. Freinet, qu'il faut remercier, ensemble avec Madame Lagier-Bruno, pour ce beau livre qu'ils ont dédié :

« Au bons soldats de notre cher marquis du Saint-Martin-Beaussac, Vallonise.

A tous les combattants héroïques du Briançonnais,

A tous les ouvriers de la Résistance du département des Hautes-Alpes,

Aux F.F.I. alpins... »

Les Anciens du Maquis et de la Résistance des Hautes-Alpes prennent les commandes des « Images du Maquis », tous les jours, de 14 à 17 heures, à la Maison du Poilu.

Prix : 200 francs. Exemplaires de luxe: 250 francs.

CLANES DE MES ENFANCES, poèmes de la vingtième année, par Huon DESROCHES.

« ... Ces vers ont une aisance, une fluidité, ce je ne sais quoi (le don) qui enchantent... Vous avez une sensibilité charmante, le don de transposer le réel sans le trahir, d'en retenir l'essentiel en le recréant, selon les lois mystérieuses de la poésie. Vous ne décrivez pas la nature. Elle devient le flexible support d'un sentiment qu'elle enveloppe et colore, au gré d'une heure ou d'une saison. De la beaucoup de variété, Et vous savez être personnel sans vous imposer.

« Alors, continuez, persistez ! Plus que jamais, pour nous consoler de l'immonde réalité, nous avons besoin des poètes qui, sans quitter la terre, montrent le chemin des étoiles en récréant les choses, au gré de leur fantaisie.

« ..... Restez jeune, toujours. Ne vous laissez pas écraser par les dures expériences de l'existence des hommes, glissez-les dans votre âme où chantera toujours l'espérance, cet oiseau du miracle.

« .... Ouvrez largement vos voiles au vent délicieux de la poésie pour votre joie et la nôtre ».

Benjamin VALLOTON.

De la « Délégation Régionale du Ministère de l'Information »
25, rue Longue-des-Capucines

« Nous avons lu avec beaucoup d'intérêt votre premier numéro du Maquisard. Félicitations particulières pour votre article si vivant sur le Général de Gaulle. Par ailleurs, la tenue générale du journal est nettement supérieure à celle des autres publications de province. »

Nouvelles...

... de nos Sections

ASPRES-SUR-BUECH. — *D'une lettre au Bureau Départemental Provisoire :*

« Un groupe de Résistants et d'ex-Maquisards du canton d'Aspres-sur-Buëch, après avoir lu et relu le premier numéro du journal « Le Maquisard », vous exprime son admiration.

Les Résistants, les vrais, ceux qui ont risqué leur peau pendant plusieurs années pour libérer notre sol du joug des Boches auront désormais la satisfaction d'avoir leur journal.

Comme vous, ils veulent que la parole soit aux Résistants, aux Résistants seuls!

— Une grande réunion d'information des Résistants et des ex-Maquisards du canton d'Aspres-sur-Buëch est prévue pour le dimanche 25 février. Nous en donnerons le compte-rendu dans « Le Maquisard » du 11 mars.

∴

Nos « durs » de Vaynes ont organisé un grand bal le 21, au profit des Anciens du Maquis et de la Résistance des Hautes-Alpes nécessiteux et délaissés. Nos « durs » de Vegnes se sentimentalisent... mais c'est dans un noble dessein.

∴

Le dimanche 18 février s'est tenue à Embrun une grande réunion des Anciens du Maquis et de la Résistance du canton. MM. le Maire et le Président du Comité Patriotique Local présidaient la séance. Le « Capitaine Conan », le Capitaine Lugier-Bruno, M. l'Ingénieur Gras et le Rédacteur en Chef du « Maquisard » avaient répondu à l'invitation que leur avait fait tenir M. Ravel, qui fut élu, par vote à mains levées, Chef de Section des Anciens du Maquis et de la Résistance du Canton d'Embrun. Près d'une centaine de camarades prirent part à ce vote.

Nous attendons le compte rendu détaillé de cette belle réunion, que nous donnerons dans « Le Maquisard » du mois de mars.

... des Nôtres

Le sergent Millou, qui tint si minutieusement le poste délicat de Trésorier Départemental de l'Association des Cours militaires de Sous-Officier à l'Ecole des Cadres. Il met « les bouchées doubles », nous dit-il... Bon appétit, sergent Millou. Et pas d'indigestion !

∴

J. Bénière (dit « Barrière »), des kommandos du colonel Hermine, termine ses études au Collège Robin, à Vienne (Isère). Il n'est pas content de n'avoir pas touché... sa Prime de Libération.

∴

Nous avons reçu les... « respectueuses salutations » du sergent Roux Henri, S. A. Piste, ancien du Bataillon Décolonge-Lus-la-Croix-Haute. Il est encore question de... Primes de Libération.

∴

Speck nous a écrit des avancés du Front d'Alsace; nos « Trois Petits » (C'est qu'il y a toujours avec lui Mego et Armand) conservent le moral excellent que nous leur avons connu (Ah ! mon accordéoniste, eus qu'il est le temps de « la Bulle » ?). Pince-sans-rire, Speck nous demande si Michel est enfin fusillé. Qu'allez-vous pouvoir lui répondre ?

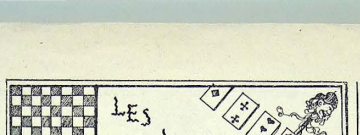
Plongé qu'il est pourtant dans la grande guerre, « il ne se passe pas un jour sans qu'on parle de Lugo, de la prise de Gap ». Et Speck termine sa longue lettre par cette grave phrase : « On vous oubliera pas ! »

Ohé ! ceux de l'arrière, soyons dignes des nôtres sur les divers fronts de guerre!

NOS ABONNES D'HONNEUR

MM. POIRIER Daniel, Chef de Section des A.M.R.;
Dr PERRAMOND, à Aspres-sur-Buëch.

MMES PERRAUD, 7, rue du Mazel, Gap;
DRUILHE, rue de Provence, Gap;
LAGIER, 14, boul. de la Liberté, Gap.



LA DEVINETTE DU « MAQUISARD »

Quel est le comble pour un électricien ?

●

MOTS EN TRIANGLE

X X X X X
X X X X
X X X
X X
X

1. — Icare en le voulant imiter tomba dans la mer...
2. — On ne l'a jamais entendu dire.
3. — Ils trop verts, dit-il, et bons pour des goujats.
4. — Il ne l'a plus.
5. — Je le dis quand je fais acte de possession.
6. — Vibrements divins des mers virides (Rimbaud).

●

MOTS CROISES

PROBLEME N° 1

I II III IV V VI VII VIII IX X



Horizontalement :

1. Un grand poète français du XIXe siècle. — 2. Garnis de minces bandes de tissu. — 3. Ville de Belgique. Conjonction. — 4. Entre deux lisières. Nécessaire pour jouer à la manœuvre. — 5. Moquerie. Se transforma. — 6. Arrange. — 7. Ville d'Autriche. Ville du Brésil. Fleuve italien. — 8. Incursion rapide. Pièce de réception. — 9. De nos voisins neutres. — 10. Au monde. Qui n'ont pas de temps à perdre. — 11. Femme qui a des défauts. L'on y mettait les cigarettes. — 12. En certains lieux, précède les mariages. Légumineuse.

Verticalement :

I. Se font la guerre. — II. Vincent le fut. Exclamation. Elément. — III. Bison d'Europe. Dans le désert. D'un verbe gai. — IV. Cotacé. Trompés. — V. Arbre qui fournit un bois précieux. Fureurs. — VI. Note. Jeune vache. — VII. Anneaux des tenailles de forgeron. La grenouille le fait. — VIII. Qui ne se dit pas à n'importe qui. Agile. — IX. Note. Le maire en est célèbre. Affecté. — X. Herbe pour parfumer la salade. Placé.

●

ZOO

Ces animaux, héros d'épisodes historiques ont donné naissance à certaines expressions. Quelles sont-elles ?

Le chien... Le cheval... Les oies... Le lion... L'aigle... Le cygne... La baleine... Le sanglier... La chèvre... L'âne... La mouche...

●

MESSAGES CHIFFRES

I

Nous avons pu déchiffrer ce message secret. Chacune de ces phrases cache le nom d'une ville d'Extrême-Orient; il n'est que de découvrir 2, 3 ou 4 petits mots dont les lettres, autrement assemblées, vous donneront les cinq noms cherchés :

« Tout en lisant Nana, je siffotais du, ré, mi, fa...

« J'ai bu le morne breuvage des dieux.

« De sa fine lame, le tailleur coupait son lin.

« Oh ! j'ai lu que sain Lô vivait tout nu.

« Je hâtais mon âne et lui dis: « Va ! »

II

Trouvez la clé de ce message et vous saurez où mon bonhomme est né :

« Il lutta et sut triompher noblement et astucieusement avec trente hommes nus et sales ».

SOLUTIONS AU PROCHAIN NUMERO.

SOLUTIONS DES « JEUX » DU MOIS DERNIER

MOTS EN CARRE

S T A R
T I N A
A N E S
R O S E

●

PROBLEMES

I

Il leur faudra 19 nuits.

II

Le titre du poème est « Mugitusque boum » (Les Contemplations) et le poète, Victor Hugo.

●

REBUS GRAPHIQUE

LE MAQUISARD.

●

PRESTIDIGITATION

Vous êtes bien d'avis que deux francs égalent quarante sous ? Alors, multipliez quarante sous par quarante sous : vous obtenez mille six cents sous, soit quatre-vingts francs.

∴

... Cet ami chausse du 40. Donc, 40 multiplié par 2 donne 80; ajouté à, l'on a 85; multiplié par 50, 4250. Cet ami est né en 1920. Donc, 4250 moins 1920, il reste 2330. Chiffre-clé à ajouter : 1694. L'on obtient finalement 4024. Cet ami chausse bien du 40 et est âgé de 24 ans.

LES SPORTS

... SUR LE STADE

Nous commençons aujourd'hui une série de portraits sans légendes des vedettes du sport local, anciens du Maquis et de la Résistance. Nos lecteurs sauront probablement les identifier et nous laissons leur perspicacité s'exercer à ce petit jeu.

I

Bien « découpé », c'est un « beau gosse ». Toujours très gai avec ses amis, il rougit souvent lorsqu'on lui parle... Après ses déboires de « potache », il voulut pratiquer l'équitation au régiment, mais il ne s'entendit jamais avec ses montes. Libéré, il voulut faire son chemin dans l'industrie électrique...

Il joue au rugby, mais bien plus pour occuper ses loisirs que pour céder à une passion. Il ne manquerait pas de qualités et ferait un excellent « seconde ligne » s'il n'était affligé d'une grande paresse. Dans le jeu, il est parfois râleur et il n'hésite pas à affirmer son bon droit par la force. Hélas, ces petits accès de nervosité sont rapidement étouffés. Il joue parfois à l'athlète pendant la saison chaude, mais c'est surtout pour le plaisir de s'ébattre légèrement vêtu (ayant abandonné le pantalon de golf) et sans contrainte. Il pousse aussi le vélo, mais il déteste les côtes, et, même s'il a recours à la cannonette, cela ne l'empêche pas d'affirmer au café : « ... Ce soir, on a fait au moins 30 kilomètres ! »

Joyeux garçon, très serviable, bon caractère, il a ses succès sur le stade...

(Silhouettes du Stade, 1935).

Reconnaissez-nous ce sportif ?

∴

La Chronique sportive locale de Pat ne nous étant point parvenue à temps pour l'insérer dans ce numéro, nous nous excusons de ce fait auprès de tous nos lecteurs.

A ASPRES-SUR-BUECH

LE TEMPS HEROIQUE

—///—

C'est dans cette région de notre département que fut constitué ce fameux Secteur D dont on a tant parlé. C'est dans cette vallée du Buëch, entre Aspres et Lus-la-Croix-Haute, que les jeunes Maquisards de ce Secteur semèrent tant de fois la terreur et la mort dans le rang des boches.

Dans une série d'articles qui paraîtront dans ce journal, nous ferons connaître à nos lecteurs ce que fut la Résistance dans la vallée du Buëch et comment fut formé le Secteur D.

Mais auparavant parlons un peu des hommes; et à tout seigneur tout honneur, nous commencerons par Jacques. Qui est-ce Jacques ?

Un jeune officier d'active en congé d'armistice; son visage est doux, son regard vous pénètre, tous ceux qui l'approchent sont frappés par son calme, il parle peu mais il observe, il juge les personnes et les choses et rarement il se trompe; en un mot, il a toutes les qualités pour devenir un Chef. Bientôt, il en sera un. Il inspire confiance à tous, on l'aime, on le suit. Officier, il fait partie de l'O.R.A., et pendant toute l'année 1943, on le verra sur les routes de la région, en vélo, par tous les temps, à n'importe qu'elle heure; mais que fait-il donc ? « de l'assurance », disent les uns; « il se débrouille », disent les autres; tous ignorent le travail gigantesque qu'entreprend Jacques. C'est que ce n'est pas rien de vouloir résister aux boches, d'empêcher les jeunes de partir en Allemagne, de préparer la Résistance dans un pays qui n'a pas souffert et qui, à première vue, paraît hostile.

Pourtant, cette œuvre magnifique, Jacques la réalisera, il formera « son maquis », il trouvera les hommes et les armes, mais au prix de quelles difficultés !

En Septembre 1943, les différents mouvements de Résistance fusionnent et c'est alors que Jacques va trouver un collaborateur pour le seconder; désormais il ne sera plus seul sur les routes; Edmond l'accompagnera souvent.

Edmond est un officier de réserve, presque un vieux, un ancien de la guerre 1914-1918. Il déteste le boche et aime son pays. Depuis fin janvier 1943, il a fait ses preuves : chaque semaine, il vient à Gap prendre les ordres de son Chef et Ami : Paul Héraud; leurs entrevues ont lieu un peu partout, souvent dans cet atelier, désormais célèbre, de la place Saint-Arnoux quelquefois chez Mme Dumas. En l'absence du Chef, c'est Dumas qui communique les ordres et les messages; et ainsi l'année 1943 se passe dans l'anxiété, en attente de parachutages et en difficultés de toutes sortes.

Cependant Jacques et Edmond, devenus inséparables, ne se découragent pas; leur activité se poursuit et bientôt des hommes courageux viendront les aider. Pierre, Roger, Camille et d'autres encore dont nous vous parlerons dans notre prochain article.

SECTEUR D

« LE MAQUISARD » est l'organe de tous les Anciens du Maquis et de la Résistance des Hautes-Alpes.

Envoyez-nous articles et photos du Maquis et de la Résistance à l'adresse : « Le Maquisard », Maison du Poilu, GAP.

Visa de la Censure N° 0.63.

IMPRIMERIE RIBAUD FRÈRES — GAP.

COMMISSARIAT RÉGIONAL DE LA RÉPUBLIQUE
RÉGION DE MARSEILLE
CENTRE SCOLAIRE
DU GRAND SÉMINAIRE
GAP (Hautes-Alpes)

Gap, le 4 mars 1945

Le Directeur du Centre Scolaire du
Grand Seminaire à Gap

à Monseigneur l'Evêque
Gap

Monseigneur,

Tout en vous remerciant de votre lettre du 22 février concernant les assurances, je me permets de vous soumettre nos propositions au sujet des abords immédiats du local.

Le printemps arrive. Nos enfants, dont le nombre va d'ailleurs s'accroître de façon très sensible, devront très souvent jouer hors des locaux du Grand Séminaire. Nous désirerions, d'autre part, les intéresser à de petits travaux de jardinage.

Il serait donc utile de bien nous entendre au sujet de l'espace dont ils pourront disposer.

En principe, le cours, devant, sur les côtés, et derrière doivent faire partie des locaux, ainsi que l'étendoir. Il n'y a guère qu'un triangle de terrain cultivable près de l'étendoir dont nous serions heureux d'avoir la libre disposition - ce qui faciliterait la surveillance.

La ligne de démarcation pourrait être ainsi tracée: Une ligne droite du chemin est jusqu' à la route quittant le centre à l'ouest, au-dessous des baraquements, et baraquement - écurie ouest.

Nous disposerions des locaux et terrains situés au nord de cette ligne de démarcation, conformément au croquis ci-dessous.

Je vous serais obligé s'il vous était possible de donner votre assentiment à cet arrangement qui aurait surtout l'avantage de faciliter la surveillance dès que vos terrains seront en culture.

Je vous en remercie et vous prie d'agréer, Monseigneur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Directeur

C. R...

VERS L'ÉCOLE NOUVELLE...



AU CENTRE SCOLAIRE DE GAP

des enfants renaissent à la vie

et connaissent enfin la joie

L'ancien séminaire de Gap, grande bâtisse aux couleurs vives, en forme de fer à cheval, se dresse à la sortie de la ville dans un cadre verdoyant de bosquets et de vastes prairies. C'est dans cet asile paisible et majestueux que fonctionne depuis près de six mois un Centre scolaire dirigé par M. Freinet selon des méthodes pédagogiques tout à fait modernes.

Nous sommes accueillis dès notre arrivée au centre, par une foule joyeuse de garçons et de fillettes qui se précipitent vers nous avec une impétuosité amicale et charmante. Leur politesse spontanée est la première manifestation de l'esprit de bonne humeur et de compréhension affectueuse qui règne partout dans la maison entre grands et petits, aussi bien qu'entre maîtres et élèves.

M. Freinet, l'inventeur de cette remarquable méthode de l'imprimerie à l'école, dont nous verrons plus loin le fonctionnement et les résultats, nous conduit à travers de longues galeries jusqu'à une vaste salle claire et accueillante : le réfectoire. Ce qui nous frappe dès l'entrée ce sont deux magnifique fresques aux couleurs éclatantes et harmonieusement fondues qui décorent les deux murs se faisant face. Le sujet champêtre et frais a été traité avec une délicieuse naïveté qui fait songer à la manière stylisée de certains de nos plus grands peintres modernes.

— Mais oui, nous confirme M. Freinet, ces fresque que vous admirez là sont bel et bien l'œuvre de nos petits élèves. Chacun d'eux en a exécuté un panneau en combinant son improvisation personnelle avec un thème général élaboré en commun.

Et il faut bien, en effet, nous rendre à l'évidence quand on nous présente toute une foule d'autres travaux où l'on retrouve le même étonnante habileté en dépit de la gaucherie imperceptible et charmante de certains détails.

La plupart de ces enfants font plaisir à voir avec leurs belles joues rondes et leurs frimousses qui respirent la santé. Deux ou trois seulement ont un visage pâlot et fatigué.

— Ce sont les derniers arrivés, nous explique M. Freinet. D'ailleurs, ils étaient tous ainsi à leur arrivée au centre. Presque tous ont été arrachés à une vie misérable et souvent dépravée. Certains ont eu leur père fusillé, d'autres ont perdu leurs parents à la suite d'un bombardement. Bref, tous sont arrivés ici sérieusement déficients et souvent pervertis par des mois de vagabondage et de misère.

— C'est donc une véritable résurrection que vous avez opérée. Quel est votre secret ?

— Notre méthode est très simple : elle consiste à substituer à l'enseignement scholastique traditionnel un enseignement plus proche de la vie qui permette à l'enfant de développer librement sa personnalité par des exercices aussi bien manuels qu'intellectuels entre lesquels il sera amené à faire un choix en fonction de ses affinités et de ses aptitudes propres. Le rôle du maître consiste uniquement à guider et à favoriser cette orientation spontanée au lieu de la paralyser par une discipline trop rigide.

Avant de quitter le réfectoire, jetons un coup d'œil au journal mural. Dans la colonne des revendications nous lisons ces mots tracés par une main enfantine. « Jeanne demande une brosse à dents ». Dans un autre angle de la salle un guignol entièrement confectionné par les enfants nous révèle un autre aspect de leurs multiples activités.

L'imprimerie à l'école

Dans chaque classe nous remarquons la présence d'une petite imprimerie. Sur une table se trouve notamment un assemblage de caractères : c'est le travail d'un élève qui a composé ainsi le texte de la rédaction libre qu'une fois mise aux voix, après la correction du maître, a été désignée par l'ensemble de la classe pour être reproduite en caractères d'imprimerie et affichée dans la classe.

Ginette MAUNOURY.

☛ *Lire la suite en 2e page.*

Les partisans de Léopold distribuent des armes aux organisations fascistes !

Bruxelles. — Le ministre de l'Intérieur a déclaré officiellement que les partisans de Léopold distribuaient des armes aux membres des organisations de droite. On peut se demander d'où viennent ces armes et comment les autorités alliées, si pointilleuses sur le désarmement de la Résistance belge, n'interviennent pas. Quoi qu'il en soit, on pense que le passage de la frontière belge par Léopold signifierait le déclenchement immédiat d'une grève générale.

Deux sous-marins de poche allemands à Paris

Paris. — Deux sous-marins de poche allemands doivent être amenés de Dunkerque à Paris pour les manifestations nautiques prévues pour le 1er juillet.

AU CONCOURS DU CONS

Blanche Terjus ...et Yehudi Me

Paris. — *Tous les examens, tous particulier, mais il n'en est aucun du Conservatoire et plus spécialeme comme ailleurs se mêlent, l'énerve l'angoisse, mais il s'y ajoute les en conseils in extremis des professeu le parfum des coulisses, l'ambianc fait le théâtre et qui donne l'impres événements.*



Au centre scolaire de GAP

☞ *Suite de la 1re page.*

— Quel est exactement le rôle que joue dans votre système d'éducation l'imprimerie ?

— C'est bien simple : il est à la base de presque toutes les opérations intellectuelles auxquelles sont soumis nos élèves. C'est par son intermédiaire que l'enfant apprend à lire plus facilement, qu'il perfectionne ensuite son orthographe en reconstituant correctement le texte sur lequel des erreurs ont été commises par lui, qu'il développe sa connaissance de la langue française en fixant, au moyen de ces petits caractères d'imprimerie la rédaction sur un sujet libre qu'il a composée d'après ses souvenirs ou ses rêves, une fois qu'elle a été purgée de ses imperfections grammaticales.

« Mais ce n'est pas tout : nos enfants apprenent également à fixer et à reproduire au moyen de l'imprimerie des gravures sur lino qui leur permettent d'illustrer de petits recueils de récits ou de contes, rédigés par eux, et qui constituent le journal de notre centre. Chaque centre a le sien et des échanges de journaux s'effectuent ainsi de l'un à l'autre ce qui crée entre tous nos centres scolaires une heureuse émulation en même temps qu'il se noue entre eux des liens plus étroits.

— N'y a-t-il pas d'autres différences essentielles entre votre enseignement et les méthodes traditionnelles ?

— La différence fondamentale réside dans la liberté dont jouit chez nous l'enfant pour organiser lui-même son travail. Ce fichier que vous voyez ici, rangé par matières groupées elles-mêmes selon un ordre logique, remplace avantageusement toute une bibliothèque de manuels scolaires. C'est notre meilleur outil de travail. Pour toute recherche l'écolier peut l'utiliser librement à la seule condition de remettre en place après usage. Un de ses camarades est d'ailleurs chargé de veiller à la bonne tenue du fichier. De même, chaque semaine, l'un de nos élèves se charge de préparer une petite conférence à l'aide des fiches qui se rapportent au sujet choisi. Cette semaine ce sera : « la forêt ». Le texte de cette conférence doit être imprimé, et, lorsqu'elle en vaut la peine, on peut en distribuer ainsi un exemplaire à tout le monde.

Arts et loisirs

Une part importante de l'activité des enfants, dans les centres scolaires, est consacrée à des travaux manuels tels que la menuiserie, à des recherches scientifiques comme la constitution d'un petit musée qui comporte notamment un herbier magnifique réalisé à l'occasion de la sortie champêtre quotidienne, ou enfin, à des préoccupations artistiques telles que la peinture, le modélage, le théâtre ou la musique. Dans tous ces domaines on peut constater une fois de plus une liaison étroite et constante entre le jeu et le travail, aussi bien qu'entre l'activité manuelle et intellectuelle. Seuls le rythme de la vie et sa complexité si riche doivent servir de guide à l'enfant par l'intermédiaire du maître.

L'heure de notre départ est venue car le soleil décline à l'horizon. Les enfants qui jouaient dans la grande cour viennent spontanément faire leurs adieux. Quelques-uns avec une adorable gentillesse nous offrent des fleurs.

Spectacle réconfortant qui nous produit une impression profonde. On a vraiment compris après une journée passée au Centre de Gap, que quelque chose de grand et de fécond est né. Mais cette expérience ne doit pas rester isolée. N'attendons pas davantage pour adapter notre éducation au monde nouveau qui est en train de naître.

Fol fm 126

SIÈGE A GAP
C. D. L. N.
Préfecture
Tél. 22 Préfecture
C. C. Postal 304-55 Marseille
ABONNEMENTS
1 an 60 fr. — 6 mois 33 fr.

1 Fr. 50

28 JUILLET 1945

PREMIÈRE ANNÉE

N° 27

L'UNION

Organe hebdomadaire du Comité Départemental de Libération des Hautes-Alpes

La « Semaine Nationale Agricole »

DU CANTON DE GAP

Le 7 juillet 1945, s'est tenue à Gap, Maison du Poilu, une manifestation organisée par la Délégation Cantonale des Syndicats Paysans de la Confédération Générale de l'Agriculture.

Il est 10 h. 45 lorsque M. Borel Lucien, Délégué Cantonal, ouvre la séance. M. Faurnier représentant le C. D. L.; M. Raffin, Directeur des Services Agricoles ; Mlle Rostain représentant la C. F. T. C. ; M. Richaud représentant l'Union Départementale de la C. G. A., assistent à cette réunion.

Sont également présents tous les Présidents des Syndicats Paysans du canton, ainsi que les Délégués de Quartiers du Syndicat Paysan de Gap, et une grosse majorité des cultivateurs de Gap.

M. Borel, Président de séance, remercie l'assistance d'être venue aussi nombreuse, bien que les travaux des champs occupent à cette époque de l'année, la population rurale. Il remercie particulièrement les organisations ouvrières C. G. T. - C. F. T. C. de leur concours, et de leur solidarité, avec les Syndicats Paysans. Il fait part à l'Assemblée de l'impossibilité devant laquelle se trouve M. Gonzet, représentant la C. G. T., de ne pouvoir assister à cette manifestation.

M. Borel passe la parole à M. Richier qui met immédiatement l'assistance devant la situation désastreuse de la production agricole. Des prix agricoles sont passés en revue et comparés aux prix industriels.

L'orateur fait remarquer, que non seulement l'Etat oblige le cultivateur à produire des denrées qui ne sont pas rentables pour la région, mais ne tient aucun compte des prix de revient en culture. Par contre, poursuit le Président de l'Union Paysanne, l'industriel avant de vendre ses produits, établit son prix de revient, ajoute ses marges bénéficiaires et obtient son prix de vente qui sera homologué.

M. Richier fait également remarquer que les représentants des trusts et des intermédiaires inutiles, par leur propagande sournoise, veulent dresser les travailleurs des villes contre ceux des campagnes, ceci afin de garder leurs prérogatives.

Mais, à partir de ce jour, ces méthodes de désunion devront cesser, car, pour la première fois dans l'histoire syndicale de notre pays, les Syndicats ouvriers se trouvent à côté de la C. G. A. pour soutenir les justes revendications paysannes.

M. Richier se dresse contre le prix des transports, véritable homologation du marché noir, en effet les prix de transports sont établis en tenant compte des achats effectués au marché noir.

Pour terminer, le représentant des paysans hauts-alpins, sous les acclamations de l'assistance, demande aux organisations ouvrières de constituer avec la C. G. A. un Comité départemental de Ravitaillement et d'approvisionnement rapidement leurs coopératives de consommation qui seront avec les coopératives de production, le moyen de lutter efficacement contre les trusts, les intermédiaires inutiles et le marché noir.

M. le Président passe la parole à M. Freinet représentant le C. D. L. ; M. Freinet apporte l'appui total du C. D. L. à la thèse soutenue par M. Richier et fait remarquer que pendant la clandestinité et après la libération, le C. D. L. n'a pas hésité à établir des prix qui donnaient satisfaction à tout le monde. M. Freinet salue l'union réalisée dans notre département, entre les 3 grandes confédérations : C. G. A. - C. G. T. - C. F. T. C. et préconise l'entente complète entre les paysans et les ouvriers. Il demande qu'une Commission d'Etude des Prix soit immédiatement constituée par les organisations paysannes et ouvrières.

M. le Président passe la parole à M. Meyère Amédée, Président de la Fédération Sinistrée des Hautes-Alpes. Celui-ci insiste sur le relèvement immédiat du prix du lait et demande que les vallées productrices de lait aient les mêmes avantages que les autres régions, puisque leur seule ressource est le lait ; en effet, ces régions ne peuvent rétablir l'équilibre financier de leur exploitation par la vente d'autres produits plus rémunérateurs.

M. le Président passe la parole à Mlle Rostain, représentant la A.F.T.C. qui, en quelques mots, donne l'accord total de son organisation pour l'aboutissement de nos revendications et la réalisation du Comité d'Etude des prix.

M. Borel donne un communiqué de M. Gonzet, Secrétaire de l'Union Départementale des Syndicats de la C. G. T. qui fait savoir :

— Que dans tout le pays, les organisations ouvrières adhérentes à la C. G. T. se sont prononcées en faveur d'une revalorisation des prix à la production des principaux produits agricoles, revalorisation que devrait supporter certains intermédiaires. Elles se sont élevées entre autres contre les hausses aussi formidables qu'injustifiées des engrais, et autres produits indispensables à l'agriculture, qui ne font qu'augmenter les profits des trusts et grèvent les prix de revient.

Il se félicite des accords intervenus dans tous les coins de France entre la C. G. A. - C. G. T. - C. F. T. C. Il demande de s'inspirer des résolutions déjà prises par ailleurs, pour arrêter un programme de mesures immédiates et communes.

Il est heureux de voir se réaliser cette union indispensable des travailleurs des champs et des villes, et il espère que cette union et ces revendications communes, doivent avoir sur le plan départemental d'abord et sur le plan national ensuite, une influence heureuse sur les conditions de vie de ceux qui, par leur travail, participent au redressement économique de la France.

M. le Président passe la parole à M. Raffin, Directeur des Services Agricoles qui rappelle la sollicitude du Ministre de l'Agriculture pour les travailleurs des champs. Il approuve les revendications des Syndicats Paysans, en ce qui concerne les revalorisations des produits agricoles. M. Raffin demande aux agriculteurs de faire un maximum d'efforts pour accroître la production, afin de ravitailler les populations urbaines, de faire quand même cet effort bien que les difficultés surgissent plus nombreuses chaque jour et que les moyens de production diminuent sans cesse.

Pour terminer cette manifestation, M. Richier propose le manifeste suivant, qui sera remis à M. le Préfet comme tous les manifestes de réunions tenues cette semaine dans tous les cantons du département :

MANIFESTE

LES AGRICULTEURS DU CANTON DE GAP ;

Réunis à Gap, le 7 juillet 1945 ;

Placés devant une situation dramatique s'aggravant chaque jour malgré les efforts considérables déployés depuis cinq ans pour alimenter la population ;

Inquiétés des répercussions de la politique de blocage des prix agricoles ;

Décourgés par des impositions irréalisables et une collecte effectuée à des prix qui permettent aux seuls intermédiaires de prospérer aux dépens à la fois des producteurs et des consommateurs ;

DEMANDENT :

1° la revalorisation immédiate des prix agricoles ;

2° la réorganisation totale du système d'impositions et de collectes.

Le Délégué Cantonal de Gap:
Borel Lucien.

Les Présidents des Syndicats de Gap:
Gap La Freissinouse Pelleautier
Borel L. Sibres. Didier Louis.
Rabou La Roche-des-Arnauds
Marcellin M. Dupont Jean.
Ronnette
Manuel Raymond.

Ce manifeste est accepté à l'unanimité.

Il est 12 h. 1/4 lorsque la séance est levée.

Il faut soulager les misères

Le bilan de la misère de la France après quatre années d'occupation commence à peine à se dresser.

Tous les principes vitaux du pays ont été touchés : industrie, agriculture, transports, vie publique et vie privée. Les répercussions sociales de cet état de choses sont innombrables et malgré la fin de la guerre elles entravent la marche normale vers une existence quotidienne de paix. Il plane comme un malaise et les détresses, le désarroi, demeurent avec autant d'acuité qu'il y a un an. Les efforts déployés pour vaincre la misère et réparer les ruines ont donné des résultats sensibles au moment où ils s'accomplissaient, mais la stagnation, l'état de non-progression vers un mieux-être, ou plutôt la non perceptibilité des bienfaisants effets de l'économie nouvelle, n'ont pas im-

La contribution volontaire compensatrice

Beaucoup, parmi nos compatriotes nous posent la question suivante : Qu'est devenu l'argent de la Contribution Volontaire Compensatrice ?

Un prochain numéro de *l'Union* donnera le compte-rendu de trésorerie de l'emploi de ces fonds qui tous ont été employés pour de bonnes œuvres et pour soulager les multiples infortunes que nous constatons tous les jours.

Les Cahiers de 1945

par Albert BAYET

Les Cahiers rédigés en vue des Etats Généraux de 1789 sont restés justement célèbres parce qu'ils ont préparé l'œuvre de la Révolution Française.

Ils l'ont préparée doublement : d'une part, ils sont entrés dans le détail des questions pratiques avec une précision qu'a soulignée l'historien Edme Champion ; d'autre part, ils ont dégagé une de ces « idées-forces » sans lesquelles les études de détail, si bien faites soient-elles, restent généralement inopérantes.

L'idée-force, c'était l'idée des « droits de l'Homme et du citoyen » impliquant l'abolition immédiate des féodalités terriennes. C'est parce qu'elle animait l'ensemble des Cahiers qu'elle anima par la suite les Etats Généraux et la Constituante, et leur permit les solutions nettes et les audaces sages.

Les Cahiers destinés aux Etats Généraux de la Renaissance Française s'inscriront dans l'histoire à côté des Cahiers de 89 !

Je me suis posé la question quand j'ai commencé à les étudier au sein d'une des Commissions chargées de préparer les séances du Palais de Chaillot. J'avais, malgré moi, une obscure tendance à imaginer que les Cahiers de 89 resteraient inégalés. J'avais tort. Jusqu'à présent, je considère que les Cahiers de 89 resteraient inégalés. J'avais tort. Après examen, je considère que les Cahiers de 45 valent ceux de 89. Peut-être à certains égards leur sont-ils supérieurs. Comme eux, ils ont été rédigés en des heures d'espérance, de grand enthousiasme. Plus qu'eux, ils émanent du peuple lui-même, parce que le nombre des citoyens politiquement évolués est infiniment plus considérable aujourd'hui qu'à la fin du XVIII siècle.

En tout cas, un fait est acquis : de même qu'il y avait, en 89, une grande idée-force, il y en a une en 1945, c'est l'idée des Droits du Travail leur impliquant l'abolition immédiate des féodalités affairistes vulgairement dénommées Trusts.

Les Cahiers d'aujourd'hui sont justes pour les hommes de la Révolution Française ; ils reconnaissent que la Constituante, en abolissant les « privilèges » d'alors, a fait ce qu'elle avait à faire. Mais ils notent aussi que ce grand travail s'est trouvé socialement mis en échec par un fait que les hommes de 89 ne pouvaient prévoir : l'apparition de la grande industrie.

De par cette apparition, de par la constitution des groupements capitalistes qu'elle a entraînés, on a vu surgir en pays de droits de l'homme des féodalités nouvelles. Aux comtes, ducs et Normandie, de Provence, d'Anjou, de Bretagne, ont succédé les barons des Textiles, de Tréfileries, des Forges, des Assurances, de l'Electricité, des Banques, etc.

Ces nouveaux privilégiés ont régné despotiquement sur les travailleurs par la fixation des salaires, sur la vie des consommateurs par la fixation des prix. Après quoi, ils ont entrepris de régner sur la pensée en achetant les journaux, les maisons d'édition, les cinémas. Après quoi ils ont entrepris de tenir en échec l'Etat républicain et le suffrage universel en organisant contre les gouvernements de gauche voulus par le peuple les paniques financières, les campagnes de diffamation, l'émeute.

Non contents de recourir à ces moyens, les féodaux de l'affairisme, pour consolider leur situation, ont, comme les féodaux terriens du XVIII siècle, fait appel à l'étranger. Ce sont eux qui, par leur valet, Pétain, ont ouvert la frontière aux blindés de Hitler et qui ont dominé l'ignoble réaction vichyssoise.

En vertu de ces « considérants », que nul ne peut contester, les Cahiers de 1945 réclament unanimement que soient à jamais abolies les féodalités, que les Trusts soient expropriés, mis hors la loi.

Mais une œuvre purement négative est quelque chose vraie à l'échelle, selon la formule classique, on ne dépasse que ce que l'on remplace. C'est pourquoi les Cahiers demandent qu'à côté des Droits de l'Homme et du Citoyen soient proclamés les Droits du Travailleur, qu'à la souveraineté économique des Trusts soit substituée la souveraineté économique de la Nation, que les électeurs eux-mêmes soient appelés, par leurs représentants élus à étudier et à dresser les plans de production, d'échange et de répartition.

Cette idée-force qui illumine les Cahiers de 45 parviendra-t-elle à agir sur les lois et sur les mœurs ? J'en ai la forme espérance. Sans doute, depuis dix mois, avons-nous perdu du temps, mais nous n'avons perdu ni la volonté, ni l'enthousiasme. Si les Etats Généraux en apportent demain la preuve, le Quatrième Luttet de la Libération verra se lever sur le monde l'aube de la Renaissance Française.

primé l'essor suffisant aux réalisations accomplies pour qu'une amélioration se fasse sentir autour de nous.

Notre département qui a été particulièrement touché n'a pas échappé à toutes ces graves difficultés. Nos sinistrés sont encore dans une misérable situation et quoi qu'ils aient été partiellement secourus ils ont besoin de notre aide, dans tous les domaines.

L'oubli des malheurs d'autrui est chose tellement humaine qu'il est nécessaire de les rappeler et d'en raviver le souvenir dans les esprits. C'est pourquoi, dans la période actuelle, il était opportun de la signaler à nouveau.

L'Entr'aide Française.

REVUE DE LA PRESSE

Le controverse engagée au sujet de la Constituante occupe toujours la première place dans les leaders politiques. Mais la discussion a été tout d'abord influencée par l'opinion prêtée au Chef du Gouvernement en faveur des deux Chambres. M. Léon Blum déplore cette évolution et maintient dans le Populaire, son argumentation pour la Constituante. Il est épaulé par Franc-Tireur. Mais l'Ordre se rejouit et la Dépêche triomphe avec modestie. Chez les modérés c'est tellement se manifeste.

L'Epoque voudrait une Constituante pour renouveler les institutions et fermer dans cette de 1875, les portes qu'elles ouvraient à la démocratie. Aussi le Figaro voit le danger démagogique dans une Constituante et une assemblée élue par l'Aube, avec le M. R. P. reste fidèle à l'idée de la Constituante.

Les Etats Généraux ont pris une position nette en se prononçant pour une Constituante unique et souveraine. Il semble que le Gouvernement ait fait marche arrière et soit disposé à reconsidérer le problème.

La vie des partis et des mouvements a enregistré pendant cette quinzaine plusieurs faits importants. Le parti communiste a tenu ses assises : 1.300 délégués représentant 900.000 adhérents, manifestent sa vitalité.

Les mots d'ordre principaux en ont été la reconstruction du pays et la sauvegarde de l'unité ouvrière. Mais le socialisme paraît vouloir demeurer un parti politique indépendant. En effet, après la session du M. L. N., nous enregistrons la formation de deux mouvements qui tendent chacun regrouper la Résistance ; l'un, l'Union démocratique et socialiste de la Résistance veut faire ce regroupement autour du socialisme et en laissant à l'écart les communistes, les radicaux et le M. R. P. ; l'autre le Mouvement Uni de la Renaissance en collaboration au contraire avec toutes les organisations, partis et syndicats. Plusieurs commentateurs voient dans ces efforts de regroupement une scission encore et prévoient d'importantes conséquences dans l'avenir politique.

Le ravitaillement va-t-il s'améliorer ? Aurons-nous du charbon cet hiver ? Ces questions qui ne sont pas nouvelles reviennent dans toute la presse. Mais un éditorial de « Combat » croit devoir avertir que l'attente ne pourrait se prolonger indéfiniment sans provoquer une crise sociale et politique. L'amélioration des conditions de vie des Français ne peut-elle être obtenue par une politique d'importation ? Plusieurs envisagent cette solution mais se demandent aussi dans quelle mesure la France n'aliénerait pas son indépendance politique.

Plus que jamais le but des patriotes apparaît clairement : unir, rassembler et évincant les traîtres et les saboteurs de l'Economie et des grandes administrations.

Le prochain numéro de L'UNION paraîtra à la date du 18 août 1945

COMMUNIQUÉS DE LA C. G. A.

L'Union Départementale Agricole communique :

Le 9 juin 1945, à 10 h., s'est réunie en Assemblée Générale la Fédération des Producteurs de lait des Hautes-Alpes, au siège de l'Union Paysanne, 1, avenue Jean-Jaurès, Gap.

L'ordre du jour était la transformation de cette Fédération suivant les instructions reçues de la Fédération Nationale.

La Fédération qui avait cessé toute activité sous l'occupation ennemie, a décidé de reprendre en commun avec la C. G. A., la défense des intérêts laitiers du département.

Les Syndicats suivants forment cette Fédération :

Syndicat Gap-Veynes ;
Syndicat Laitier du Queyras ;

Comité Patriotique du Poët

Réunion du 5 Juillet 1945

Le Comité patriotique ému de la situation faite aux F. F. I. par l'ordonnance d'avril 1945 adopte l'ordre du jour suivant :

Demande que le cas de chaque officier, sous-officier F. F. I. soit examiné avec attention, qu'un stage dans une école militaire soit prévu pour eux en vue de leur intégration dans l'armée avec le grade qu'ils ont conquis, s'indigne qu'on aie pu penser un instant à chasser de l'armée ces courageux artisans de la libération.

Adopté à l'unanimité, cet ordre du jour a été transmis à M. le Ministre de la Guerre.

Sécurité Collective

La guerre est terminée. Est-ce que cela doit nous empêcher de nous intéresser d'une façon active aux problèmes militaires ?

Nous dirons NON !

Les Etats Généraux de la Renaissance Française qui viennent de tenir leurs assises à Paris ont défini, une fois de plus, la volonté du peuple de France de voir se constituer une grande armée nationale, et républicaine.

C'est une des plus grandes conditions pour que la France se relève plus grande, plus indépendante que jamais et maintienne de l'asservissement où l'ont plongée le nazisme et ses soutiens français : Pétain, Laval, Déat et cie.

La France, qui a su combattre pour la victoire commune se doit aujourd'hui de participer avec une vigueur accrue à l'organisation de la Paix. Il nous convient en particulier, à nous Français, d'être à même de remplir nos engagements internationaux ; il nous convient de garantir la sécurité collective de tous les peuples libres, en apportant notre contribution à l'effort de tous.

Pour cela, nous devons mettre à la disposition du Conseil de Sécurité une force réelle, laquelle, jointe aux Forces des Nations Unies, sera capable d'assurer pratiquement le maintien de la Paix, non plus par des phrases creuses, mais par l'appui de forces militaires réelles.

D'autre part, la politique que nous devons avoir à l'égard de l'Allemagne exige, dans les territoires occupés par nous, la présence d'une armée nombreuse et bien organisée ; sa fermeté, son comportement général doivent, par l'exemple, convaincre le peuple allemand de la supériorité des méthodes démocratiques sur les méthodes nazies.

Instruits, enfin, par la leçon de ces dernières années, pour éviter à tout jamais le retour de 1940 et garantir l'indépendance de la Patrie, nous comprenons qu'à côté d'une diplomatie capable, dans le cadre de la sécurité collective, de nous trouver des appuis pour assurer la Paix, il nous faut une grande armée nationale, dotée d'un matériel puissant et servi par des milliers d'hommes entraînés.

ROMIEUX,
Président de la Commission Militaire du C. D. L.

Syndicat Laitier du Bassin de Laragne;
Syndicat Laitier du Champsaur ;
Syndicat Laitier de Pelleautier ;
Syndicat Laitier de l'Embrunais ;
Syndicat Laitier de Rambaud ;
Syndicat Laitier du Briançonnais ;
Syndicat Laitier du Désoby.

Les syndicats laitiers locaux qui n'ont pas encore adhéré sont priés de le faire sans plus tarder, au siège de la Fédération, 1, Avenue Jean-Jaurès, Gap.

L'Union Départementale Agricole communique :

Les Agriculteurs du Canton de Briançon, réunis à Briançon le 30 juin 1945 ;

Placés devant une situation dramatique s'aggravant chaque jour malgré les efforts considérables déployés depuis 5 ans pour alimenter la population ;

Impitéte des répercussions de la politique de blocage des prix agricoles ;

Découragés par des impositions irréalisables et une collecte effectuée à des prix qui permettent aux seuls intermédiaires de prospérer aux dépens à la fois des producteurs et des consommateurs ;

Demandent :

1°) La revalorisation immédiate des prix agricoles ;

2°) La réorganisation totale du système d'impositions et de collecte.

Le Délégué Cantonal de Briançon,
FAURE GEORS.

Les Présidents des Syndicats du canton de :

Puy Saint-Pierre : MARTIN. - *Montgenèvre :* MERLE. - *Puy-Saint-André :* RAINSOUD. - *Val-des-Prés :* CARLES. - *Névache :* BARD. - *Villard-Saint-Pancrace :* Illisible.

(Suite au prochain numéro.)

L'imprimerie Louis Jean sera fermée pour congés payés du 29 juillet au 15 août 1945.

Etude de Me Alphonse BEAUME, licencié en droit, notaire à Saint-Bonnet-en-Champsaur.

PREMIERE INSERTION

Par acte reçu, Me BEAUME, licencié en droit, notaire à Saint-Bonnet, le 19 juillet 1945, M. GUILIBERT Pierre et Mme Xavier PINELLI, son épouse, demeurant à Veynes, ont vendu à M. ARMAJON Louis, à La Fare, le fonds de commerce d'épicerie et divers exploité aux Baraquets de la Fare.

Oppositions dans les vingt jour de la deuxième insertion à Saint-Bonnet, en l'étude de Me BEAUME, notaire.

Pour première insertion,
BEAUME.

Etude de Me Alphonse BEAUME, licencié en droit, notaire à Saint-Bonnet-en-Champsaur.

DEUXIEME INSERTION

Par acte reçu, Me BEAUME, licencié en droit, notaire à Saint-Bonnet, le 28 juin 1945, M. ISNARD Maximin et Mme MARTIN-LAUGIER, son épouse, demeurant à Saint-Bonnet, ont vendu à M. ESPITALLIER Louis, demeurant au même lieu, le fonds de commerce de représentation, vente, réparations d'autos et de motos exploité à Saint-Bonnet.

Oppositions dans les vingt jours de la présente insertion à Saint-Bonnet, en l'étude de Me BEAUME, notaire.

J. O. du 14 juillet 1945.

BEAUME.

Etude de Me Alphonse BEAUME, licencié en droit, notaire à Saint-Bonnet-en-Champsaur.

DEUXIEME INSERTION

Par acte reçu, Me BEAUME, licencié en droit, notaire à Saint-Bonnet, les 19 et 28 juin 1945, M. BOYER Raymond et Mme Yvonne MARIE DUSSERRE, M. DUSSERRE Marcel et Mme Hermine BARNEOUD son épouse, demeurant à Saint-Bonnet, ont vendu à MM. NICOLAS frères, demeurant au même lieu, le fonds de commerce de bière, limonade, eaux gazeuses et sirops exploité à Saint-Bonnet.

Opposition dans les vingt jours de la présente insertion à Saint-Bonnet, en l'étude de Me BEAUME, notaire.

J. O. du 14 juillet 1945.

BEAUME.

Etude de Me BERTRAND, notaire à Laragne

DEUXIEME INSERTION

Suivant acte reçu par Me BERTRAND, notaire à Laragne, le 25 juin 1945, enregistré à Laragne le 26 juin 1945, 2e, 170, M. Pierre ALLOIN, pharmacien à Laragne, a vendu à Mlle Juliette MARTY, diplômée pharmacienne, demeurant à Camarès (Aveyron), l'officine de pharmacie exploitée à Laragne sous la dénomination de « Pharmacie Centrale ».

Les oppositions s'il y a lieu sont reçues jusqu'au vingtième jour après la présente publication à Laragne, en l'étude de Me BERTRAND, notaire, où il a été fait élection de domicile.

Bulletin du Journal Officiel du 25 juillet 1945.

Pour deuxième insertion:
Signé : BERTRAND.

Etude de Me H.-C. BAUDOIN, notaire aux Mées (Basses-Alpes).

PREMIER AVIS

Suivant contrat reçu par Me BAUDOIN, suppléant notaire aux Mées (B.-A.), le 30 juin 1945, enregistré à Digne le 5 juillet 1945, folio 50, case 236, contenant règlement après le décès de M. Etienne CURRI, en son vivant entrepreneur demeurant à Laragne (H.-A.) et ensuite à Ongles (B.-A.), décédé à Forcalquier le 11 mars 1940, il a été stipulé que M. André Jean CURRI, son fils, bûcheron, demeurant à Volx, aurait la propriété et la jouissance notamment du fonds d'entreprise (maçonnerie) situé à Laragne avec l'inscription professionnelle au registre du commerce tenu au greffe du Tribunal de Commerce de Gap (H.-A.), N° 2.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues jusqu'à l'expiration du délai de vingt jours suivant la deuxième insertion, à Laragne (H.-A.), en l'étude de Me BERTRAND, notaire, domicile élu.

Honoré BAUDOIN, notaire.

Etude de Me Léon FLAISSIER, notaire à Nîmes (Gard).

MERIDIONALE DES COMBUSTIBLES
Société à responsabilité limitée
au capital de 25.000.000 *de Francs.*
Siège social à la Grand'Combe (Gard)
SUCCURSALE DE GAP

I. — Le 31 mars 1945, les associés de la société à responsabilité limitée MERIDIONALE DES COMBUSTIBLES, au capital de 25.000.000 de francs, dont le siège social est à la Grand'Combe (Gard) se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à Nîmes, sur convocation de M. PLANES, gérant.

M. PLANES ne pouvant exercer ses fonctions de gérant, a délégué ses pouvoirs généraux à M. Marcel DAUPLAN, pour une période de trois mois renouvelable, et il y a eu lieu, par suite, de pourvoir à son remplacement.

Cette assemblée, en conséquence, a décidé la convocation d'une assemblée générale extraordinaire pour le 5 mai, à Marseille, en vue de la nomination d'un nouveau gérant.

II. — Le 4 mai 1945, les associés de la société à responsabilité limitée MERIDIONALE DES COMBUSTIBLES, au capital de 25.000.000 de francs, dont le siège social est à la Grand'Combe (Gard) se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à Marseille, dans les bureaux de la société MERIDIONALE DES COMBUSTIBLES, 9, place Général-Leclerc, sur convocation de M. DAUPLAN, directeur délégué à la gérance.

M. PLANES a donné sa démission de gérant et a été remplacé par M. Jean BRENHARDT, demeurant à Marseille, 454, rue Paradis, de nationalité française, qui a accepté.

Le texte de chacune de ces délibérations, certifiées conformes par M. DAUPLAN, directeur-délégué de la gérance, sont demeurées jointes et annexées à un acte de dépôt reçu par Me Léon FLAISSIER, notaire à Nîmes (Gard) le 28 mai 1945, lequel acte de dépôt a été enregistré à Nîmes (Actes civils) le 29 mai 1945, volume 97, 420 par le receveur qui a perçu les droits.

Deux expéditions de chacune de ces délibérations ont été déposées au greffe du Tribunal de Commerce de Gap, le 3 juillet 1945.

Pour extrait :
Signé : FLAISSIER.

Etude de Me DYEN, notaire à Guillestre.

PREMIERE INSERTION

Suivant acte aux minutes de Me DYEN, notaire à Guillestre, le 5 juillet 1945, enregistré à Guillestre le 12 juillet 1945, folio 74, n° 649, M. FOURDIER Louis a vendu à M. BONNAFOUX Alphonse Roger Basile le fonds de commerce de « Café - Tabacs - Epicerie », exploité à Bâsoul.

Oppositions dans les vingt jours de la deuxième insertion à Guillestre, en l'étude de Me DYEN.

Pour première insertion :
DYEN, notaire.

Etude de Me VIANEY-LIAUD, notaire à Gap.

ADJUDICATION VOLONTAIRE

fixée au *samedi 4 août 1945, à 10 h.* du matin, à Gap, en l'étude de Me VIANEY-LIAUD, notaire, d'un bâtiment à usage d'entrepôt situé à Gap, rue des Jardins, n° 25.

Mise à prix ..... 135.000 fr.

Surface : 156 mètres carrés.

Autorisation préfectorale nécessaire pour enchérir à demander 15 jours au moins à l'avance.

GAP — Imprimerie Louis JEAN
Le Gérant : Henri VOIRON.
« L'UNION » est exécuté par des ouvriers syndiqués. Ordre N. 18.

UNE VISITE AU GRAND SEMINAIRE DE GAP

De loin, les bâtiments gardent belle apparence. Le mot du général De Castelnau "Le Palace" vient aux lèvres du rapide passant qui, de la route, admire la fière allure de l'ensemble, les tons vifs, ocre et rouge, des enduits muraux, les terrasses immenses.

Quand on s'arrête et qu'on approche, il en va tout autrement. Beaucoup de fenêtres ont les yeux éteints. Les murs portent des taches, de grandes traînées noirâtres faites par les eaux qui les ont pénétrés et laissent deviner des maladies graves.

Le Séminaire est en effet bien malade; il faudra des millions, - une dizaine, dit-on, - pour lui rendre la santé, pour en faire une demeure habitable l'hiver, une ruche laborieuse comme par le passé.

Depuis six ans, la grande maison a connu bien des vicissitudes. En septembre 39, l'armée française la réquisitionne pour en faire un hopital. Séminaristes et professeurs évacuent et se réfugient à N.D. du Laus. Ils s'y casent tant bien que mal, en compagnie du personnel habituel, des pensionnaires de l'hotellerie, de la Maîtrise et du Petit Séminaire qui a du, lui aussi, laisser Charance à l'armée.

Aout 40 ramène dans la maison ses légitimes occupants. Mais en mai 42, les soldats de Mussolini, les glorieux vainqueurs de Koritza, trouvent les bâtiments à leur goût et s'y installe. En trois ou quatre jours, il faut à nouveau vider les lieux. Réfugiés tout près cette fois, à Charance, les directeurs pouvaient surveiller les agissements de leurs remplaçants et limiter les dégâts. En septembre 43 les italiens cédèrent la place à leurs maîtres allemands et ce fut une tout autre histoire.

Les soldats de la Vehrmacht, qu'ils fussent prussiens, croates ou slaves, se conduisirent comme des sauvages. A leur manière, ils imitèrent les officiers qui, après avoir requisitionné lits, matelas, draps, couvertures, vaisselle, vidaient la maison. C'est ainsi que disparurent les installations de la buanderie, des chaudières, des lessiveuses, des moteurs et des grandes courroies de transmission, aujourd'hui introuvables. Dans chaque cellule, il y avait des cuvettes pour la toilette avec eau courante. Les soldats les laissèrent se boucher, déborder ou bien encore s'en servirent comme d'urinoirs. Une porte résistait-elle, avait-on perdu une clef? on faisait sauter la serrure, quelquefois on cassait la porte elle-même. Des confessionnaux, des autels en bois furent brisés et les parties disparues ont sans doute servi à faire du feu. Fallait-il laver un escalier, on jetait sur les marches des seaux d'eau sale et l'on maculait les murs du haut en bas de la maison. Les appareils de chauffage mis en marche sans précaution aucune, sautèrent. Les chaudières du chauffage central sont inutilisables, la plupart des radiateurs ont éclaté, les tuyauteries sont crevées, parfois arrachées ou sectionnées. Quant aux terrasses, on ne prit l'hiver aucune précaution. Le gel, la neige, les infiltration firent des dégats évalués à plusieurs millions.

Au R.P.Royon qui voyait s'accélérer les dégradations, présage de ruine complète,le commandant allemand répondait avec désinvolture:"Vous serez indemnisés quand nous serons vainqueurs."

Le 20 aout 44 arrive enfin.Marqua-t-il pour le Grand Séminaire la fin de ses malheurs? Hélas!Toute la nuit,de braves gapençais qui ne perdaient pas leur temps,pillèrent consciencieusement la maison,sans se demander si la literie ou la vaisselle qu'ils emportaient appartenait aux allemands ou au Séminaire. Certains des F.F.I. envoyés le 21 pour garder la maison,se dirent qu'il seraient bien bêtes de ne pas prendre leur part du butin. L'un d'eux ne fut-il pas surpris,emportant une horloge de la maison.

Les bâtiments demeurèrent vides plusieurs mois car la réquisition pesait toujours sur elle.Or on sait assez ce que notre climat fait pendant la dure saison d'une maison mal surveillée.

Enfin pour achever tous ses malheurs,le Séminaire devait connaître une quatrième occupation.Il devint un Centre scolaire pour les petits réfugiés,garçons et filles,de la Côte d'Azur.Pendant quelque temps même,une colonie juive devait aussi y trouver refuge.Nous avons lu dans un journal de Marseille un article très élogieux sur les méthodes très modernes employées dans ce centre de Gap,sur la liberté,l'initiative laissée aux enfants.Tout cela était vrai en partie sans doute.Nous avons vu nous-mêmes les fresques naïves et pleines d'observation laissées sur murs par les enfants,et nous croyons qu'elles méritent,en certaines salles,d'être conservées.Nous avons lu avec intérêt le journal mural qui portait comme en tête une faucille et un marteau.Ce journal était divisé en trois parties:ce que nous voulons,ce que nous critiquons,nos félicitations.Certaines inscriptions des enfants nous ont fait sourire:"Nous voulons le pain qu'on nous a pas donné hier.Signé:les piqués." d'autres,judicieuses,sont de la main d'une monitrice:"On ne nous tient pas au courant de la marche du Centre.nous ne savons les choses qu'à la dernière minute.Pas assez de collaboration entre le directeur,le personnel pédagogique et nous".Quantité d'autres"nous voulons,nous voulons." Il est bon que les enfants puissent faire entendre leur voix.Encore serait-il souhaitable que leurs désirs soient exprimés d'une manière moins impérative.Notons aussi que cette collaboration de l'enfant n'est pas une conception originale du centre scolaire de Gap,comme on l'a laissé entendre.Ces méthodes actives de l'Education nouvelle découlent des conceptions suisses et de l'école montessorienne. De plus toute méthode ne vaut que selon l'usage qui en est fait.

Ici on a certainement laissé trop grande liberté aux enfants qui en ont abusé aux dépens des bâtiments.En effet les belles fresques,le journal mural ne sont pas les seuls souvenirs qu'ils aient laissés. Ils ont laissé,nombreuses et malodorantes, -comment dire proprement ce qui ne l'est pas? - des signatures,des cartes de visite (cela s'écrit avec cinq lettres)

4

Plusieurs salles et couloirs en étaient littéralement remplis et bien que tout soit déjà desséché, l'odeur reste éloquente. A la cime de l'escalier donnant accès à la tribune de la chapelle, il y a toute une rangée de...sentinelles, grosses et petites. La porte avait les sceaux de la maison. un panneau a été brisé et, à l'intérieur même de la chapelle, dans la tribune, nous avons vu de nos yeux quatre des signatures en question. Il y en avait aussi dans l'appartement des Religieuses et sur les murs de ce même appartement sept fois la faucille et le marteau ainsi que l'inscription: Vive le parti communiste. Ce n'est pas tout. Mécontents peut-être de quitter une maison qu'ils considéraient comme leur (certaine réflexion d'un grand garçon, un moniteur semble-t-il, est significative: "On dit que les curés voudraient nous chasser") les enfants ont pris les vitres pour cibles et les ont criblées de cailloux lancés avec des frondes. Certaines cloisons vitrées, à l'intérieur de la maison, ont tous leurs carreaux cassés. les trous en sont faits comme à l'emporte-pièce, ce qui indique un jet direct de cailloux. Pour quelle raison ces enfants qui venaient, sans timidité aucune, nous serrer gentiment la main, en juillet dernier, pour quelle raison ont-ils, avant leur départ payé, payé l'hospitalité reçue en ajoutant encore aux dégats causés par l'occupation italo-allemande.

Tel est l'état lamentable dans lequel nous avons trouvé cette maison qui nous est chère et dont nous fûmes, il y aura bientot quinze ans, le premier habitant. Déjà des équipes de séminaristes viennent commencer le nettoyage et l'aménagement. Dans quelques mois, nous l'espérons, la grande ruche aura retrouvé ses abeilles.

Richard DUCHAMBLO
II sept. 45